



L'impact social et économique des organismes membres de la CDCHL

*Notre empreint 2023 dans la
communauté*

Pour



Mars 2024

Table des matières

SOMMAIRE EXÉCUTIF	2
1 MANDAT ET APPROCHE	4
1.1 LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES.....	4
1.2 MANDAT.....	4
1.3 APPROCHE.....	5
2 PORTRAIT DES ORGANISMES MEMBRES DE LA CDCHL	7
2.1 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES.....	7
2.2 RESSOURCES HUMAINES.....	10
3 RELATIONS PARTENARIALES DANS LE CONTEXTE LOCAL	16
3.1 PORTRAIT DE L'APPUI DES PARTENAIRES.....	16
3.2 CONCERTATION ET COMITÉS.....	18
3.3 DÉPLOIEMENT DE SERVICES EN FONCTION DES BESOINS.....	25
3.4 FACILITATEUR DANS L'ACCÈS AUX SERVICES DU SECTEUR INSTITUTIONNEL.....	27
3.5 L'ENGAGEMENT DES USAGERS ET EMPLOYÉS.....	27
4 RETOMBÉES SOCIALES	29
5 RETOMBÉES ÉCONOMIQUES	30
6 CONCLUSION	34
ANNEXE 1 – ORGANISMES CIBLÉS PAR L'ÉTUDE EMPREINTE	35
ANNEXE 2 – QUESTIONNAIRE DE SONDAGE	37
ANNEXE 3 – RÉSULTATS DU SONDAGE	38
ANNEXE 4 – ORGANISMES MEMBRES DE LA CDCHL BÉNÉFICIANT DU PSOC 2021-2022	46

Étude produite par :

Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides
(819) 623-4494 | info@cdchl.org

Recherche et rédaction :

Martin St-Denis, M.Sc., Coop Interface

Sommaire exécutif

La Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides (CDCHL) publie *l'Impact social et économique des organismes membres de la Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides* pour souligner l'apport économique et social des organismes membres dans la région de la MRC Antoine-Labelle. Les organismes membres de la CDCHL regroupent des organismes d'action communautaire autonome dont le conseil d'administration est composé de citoyens et des organismes hybrides ayant à la fois des citoyens et des représentants institutionnels au sein du conseil d'administration. Les institutions et municipalités membres de la CDCHL ont été sollicités à titre de partenaires de ces organismes sans être l'objet principal de l'étude. Les organismes ciblés par l'étude sont listés à l'Annexe 1.

L'étude est composée de quatre sections :

- Un portrait statistique des membres est dressé pour montrer leur diversité et leur place dans la région.
- L'apport des membres en termes de partenariats avec les institutions est illustré à travers des projets concrets.
- Une courte présentation des impacts sociaux des membres de la CDCHL est ensuite présentée.
- L'impact économique en termes d'emplois, de valeur ajoutée et de recettes fiscales est estimé à partir des données financières des organismes.

L'étude s'appuie sur un sondage en ligne auprès des membres, des groupes de discussion et des entrevues, ainsi que sur les données ouvertes de l'Agence du revenu du Canada (ARC) sur les organismes de bienfaisance. Le sondage en ligne a été complété par 38 des 50 membres de la CDCHL, amenant le taux de réponse à 76 %. Les groupes de discussion et les entrevues ont impliqué 15 intervenants, et des données financières ont été compilées et analysées pour 31 membres. Le Modèle intersectoriel du Québec a été utilisé pour évaluer les retombées économiques. Ce modèle est le principal outil d'évaluation des retombées économiques utilisé au Québec.

Portrait des membres

Parmi les 50 membres de la CDCHL, il existe une diversité de missions et de modèles d'intervention, incluant des services familiaux, la protection de l'environnement, l'emploi et l'intervention auprès de personnes vulnérables entre autres. Certains membres sont engagés dans une démarche entrepreneuriale en optant pour le modèle coopératif. Par ailleurs, 64 % sont des organismes de bienfaisance enregistrés.

La majorité des membres ont leur siège social dans la MRC d'Antoine-Labelle, notamment à Mont-Laurier et Rivière-Rouge, mais aussi dans d'autres localités de la MRC. Environ 76 % des répondants opèrent exclusivement dans la MRC d'Antoine-Labelle. Pour les 24 % autres organisations qui opèrent au-delà de la MRC d'Antoine-Labelle, 52 % de leurs activités s'effectuent dans la MRC Antoine-Labelle. De plus, de nombreux membres ont des missions régionales couvrant l'ensemble des Laurentides tout en ayant des activités dans la MRC d'Antoine-Labelle. Environ un tiers des répondants ont développé un volet d'économie sociale, dont environ 75 % ont généré un surplus financier totalisant près de 750 000 \$ en un an.

Emplois

En termes de ressources humaines, les postes de direction sont occupés par 31,6 % d'hommes et 63,2 % de femmes, avec 5,3 % de répondants ne spécifiant pas le genre. Environ 47,4 % des directions



d'organisme ont suivi des études universitaires. Pour les directions, le salaire moyen des hommes dépasse celui des femmes de 1 149 \$ par an, créant un écart de 1,8 %. Les employés, en dehors de la direction générale, comprennent 421 personnes issues de 38 organismes répondants. Parmi elles, 16,2 % occupent des postes exigeant des études universitaires et 70,5 % travaillent à temps plein.

Bénévolat

Nous identifions l'implication de 1 143 bénévoles cumulant un total de 73 379 heures par année au sein des répondants au sondage. Chaque bénévole a contribué à 86 heures de bénévolat par an, en moyenne.

Relations partenariales dans le contexte local

Les membres de la CDCHL collaborent avec d'autres organismes, institutions et municipalités sur une variété de sujets. En termes de concertation et de comités, le sondage auprès des membres de la CDCHL révèle que 80 % des répondants participent à au moins une table de concertation ou comité de travail local, alors que 48 % sont présents dans trois comités ou plus. Les principales tables de concertation auxquelles les répondants participent sont axées sur la sécurité alimentaire, les proches aidants et les aînés.

Ces comités et concertations sont des espaces privilégiés pour cerner les défis du territoire et élaborer des solutions collectives mettant en partenariat plusieurs parties prenantes. Les raisons pour lesquelles les organismes membres de la CDCHL participent à ces instances sont le maintien des relations avec les partenaires, la compréhension des défis du territoire et la réponse aux besoins des usagers et de leurs membres. Une cartographie (section 3.2) des comités et concertations régionaux et locaux d'Antoine-Labelle est également fournie pour illustrer la complexité des relations entre les organismes par leur participation à plusieurs instances. De plus, environ 50 % des répondants participent à la réalisation d'actions de plans stratégiques régionaux, et près de 40 % sont impliqués dans des plans d'action locaux.

Les membres sondés adoptent diverses approches pour encourager l'engagement de leurs usagers et employés. Cela peut impliquer la participation à des activités de mobilisation ou de concertation, ainsi que la contribution à la résolution des problèmes rencontrés par les usagers. Certains organismes jouent un rôle dans le débat public, par exemple par la signature de pétition ou la participation à des consultations publiques, ce qui contribue à augmenter la participation démocratique de leurs membres et usagers.

Retombées économiques

En matière de retombées économiques, les membres de la CDCHL ont dépensé environ 27,1 millions de dollars dans la MRC d'Antoine-Labelle en 2022. Ces activités économiques ont contribué directement ou indirectement à hauteur de près de 22 millions de dollars au PIB de la MRC d'Antoine-Labelle. De cette somme, environ 15,7 millions de dollars sont directement liés aux salaires et aux investissements en capital des organismes, tandis que 6,3 millions de dollars sont générés par la chaîne d'approvisionnement associée à leurs dépenses courantes. Les membres de la CDCHL ont ainsi maintenu environ 471 emplois (en équivalent temps plein) sur le territoire, avec 414 emplois directs et 57 emplois liés à la chaîne d'approvisionnement.

Du point de vue des retombées fiscales et parafiscales, les activités économiques des organismes de la CDCHL ont généré environ 5,1 M\$ de revenus fiscaux et parafiscaux, de façon directe ou indirecte, pour les différents niveaux de gouvernement.

1 Mandat et approche

1.1 La Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides

La Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides (CDCHL) « assure la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement socioéconomique de la MRC Antoine-Labelle ». Regroupant une soixante de membres, la CDCHL existe depuis 1987 et appui ses membres pour améliorer les conditions de vie des résidents des 17 municipalités du territoire qu'elle couvre.

1.2 Mandat

La Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides (CDCHL) publie *l'Impact social et économique des organismes membres de la Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides – Notre empreinte dans la communauté* (Enquête Empreinte) dans le but de démontrer l'impact et la contribution de ses membres sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle. Cette étude est la 3^e édition de cette opération de démonstration des retombées concrètes de ces organismes pour les communautés du territoire.

L'étude est divisée en quatre sections.

D'abord, un portrait statistique des organismes membres de la CDCHL est dressé à partir de données du sondage et de la compilation des données des organismes de bienfaisance. Ce portrait vise à montrer la diversité des organisations et établir un ordre de grandeur de la place que prennent celles-ci dans la région. Ce portrait adresse notamment la composition des ressources humaines.

En second temps, une évaluation de l'apport des organismes membres de la CDCHL en termes de partenariat avec les institutions et les municipalités est présentée à partir d'exemples concrets de projets développés dans les dernières années. L'accent est mis sur le rôle névralgique que prennent ces organismes dans la réussite de projets amenant une transformation sociale positive pour les communautés.

Ensuite, une évaluation des retombées sociales associées aux variations de services est proposée. Ces résultats sont tirés des groupes de discussion et des entrevues. Sans être exhaustive, cette analyse est tirée de l'observation des impacts des diminutions ou augmentations des services communautaires sur le territoire, notamment en lien avec la pandémie de Covid-19. Ces effets soulignent l'impact que les organismes membres de la CDCHL peuvent avoir sur les usagers qu'ils desservent.

Enfin, une étude des retombées économiques en termes d'emplois, de valeur ajoutée et de recettes fiscales est présentée à partir des données sur la structure financière des organismes. L'étude de retombées économiques permet de déterminer le poids que prennent les organismes dans l'économie régionale. Des comparaisons avec d'autres études similaires sont proposées.

1.3 Approche

Les objets de l'étude sont les suivants :

- Les organismes d'action communautaire autonome ayant un conseil d'administration indépendant et composé uniquement de citoyens;
- Les organismes ayant un conseil d'administration composé de quelques représentants d'institutions publiques ou municipaux.

La liste des organismes membres de la CDCHL sujets à cette étude est présentée à l'Annexe 1.

Cette étude a été réalisée à partir de trois principales sources d'information :

- Un sondage en ligne à l'intention des membres de la CDCHL;
- Des consultations par groupes de discussion et par entrevues individuelles auprès des membres de la CDCHL et des partenaires institutionnels et municipaux;
- La compilation de données issues des données ouvertes de l'ARC concernant les organismes de bienfaisance enregistrés.

Le sondage en ligne a permis de collecter de l'information sur les thèmes suivants :

- Participation aux concertations et comités
- Relations partenariales dans le contexte local
- Équipe de travail
- Profil économique

Le questionnaire en ligne a été complété par 38 des 50 membres de la CDCHL entre le 25 avril et le 8 août 2023. Ainsi, le taux de réponse s'est établi à 76 %. Bien que la méthodologie de collecte ne permette pas l'application de la marge d'erreur, considérant la taille de l'échantillon, la marge d'erreur serait de 8 %, 19 fois sur 20, si elle était applicable. Le formulaire de sondage ainsi qu'une compilation des résultats sont présentés en Annexe 2 et Annexe 3.

Outre le sondage, deux groupes de discussion ont été conduits auprès des membres et partenaires. Un premier groupe de discussion a été tenu le 8 mai 2023 à Mont-Laurier et un deuxième, le 9 mai 2023 à Rivière-Rouge. Un total de 15 intervenants a été rencontrés dans le cadre de ces groupes de discussion. En plus des groupes de discussion, des entrevues semi-dirigées ont été conduites auprès de représentants du Centre de services scolaires des Hautes-Laurentides, du Centre intégré de santé et services sociaux des Laurentides et de la MRC Antoine-Labelle. L'objectif de cette consultation était d'évaluer la valeur ajoutée des organismes membres de la CDCHL sur le territoire, ainsi qu'identifier le positionnement partenarial de ceux-ci avec les institutions et les municipalités, notamment par l'identification de cas concrets de projets de partenariat.

Enfin, la compilation des données ouvertes concernant les organismes de bienfaisance membres de la CDCHL, ainsi que l'obtention de résultats financiers envoyés sur demande, ont permis de documenter les données financières et d'emploi de 31 des 50 membres de la CDCHL visés par l'étude. Ces données ont été complétées par des requêtes envoyées à certains membres pour obtenir les états financiers les plus récents afin de compléter un portrait économique global des membres. Ces données ont été utilisées comme intrant pour l'analyse des retombées économiques effectuées par le Modèle intersectoriel du Québec. Le Modèle intersectoriel du Québec est le



modèle de retombées économiques maintenu par l'Institut de la Statistique du Québec¹ pour évaluer les retombées économiques de secteurs d'activité, de projets d'investissement ou de retombées de dépenses de consommation sur la base de la comptabilité nationale. Il s'agit du modèle de référence du Gouvernement du Québec et de plusieurs autres décideurs publics.

¹ Institut de la Statistique du Québec, *Modèle intersectoriel du Québec*, en ligne, <https://statistique.quebec.ca/fr/document/modele-intersectoriel-du-quebec>

2 Portrait des organismes membres de la CDCHL

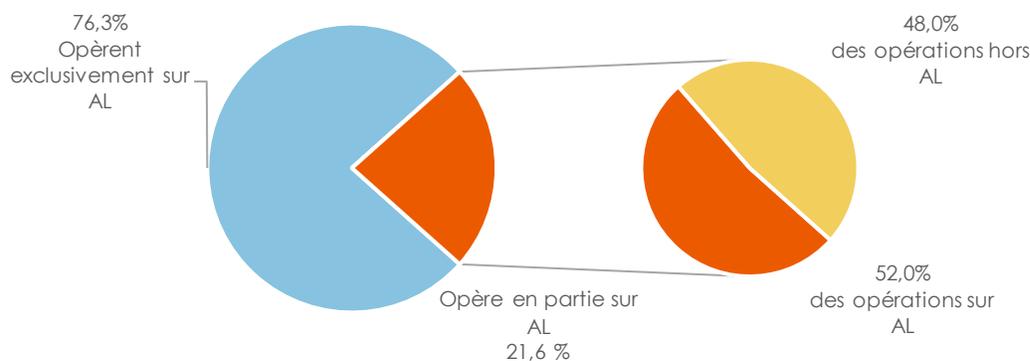
2.1 Caractéristiques générales

Au moment de l'étude, la CDCHL compte un total de 50 organismes membres. Parmi ceux-ci, il existe une grande variété de missions et de modèles d'intervention, que ce soit des services à la famille, la protection de l'environnement, l'accès à l'emploi ou l'intervention auprès de personnes vulnérables, entre autres. Bien que ces membres aient une mission sociale importante, quelques organismes pouvant être qualifiés d'entreprises font également partie de cette liste, ceux-ci ayant souvent le statut de coopérative.

Sur les 50 organismes membres de la CDCHL, nous avons identifié 32 (64 %) organismes de bienfaisance enregistrés à l'ARC. Au total, 42 membres ont leur siège social sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle, dont 30 sont situés à Mont-Laurier et cinq à Rivière-Rouge. Les autres endroits de la MRC d'Antoine-Labelle où l'on retrouve des organismes membres de la CDCHL sont Nominingue, Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, Notre-Dame-du-Laus, Ferme-Neuve, Sainte-Anne-du-Lac et Lac-des-Écorces. Les 8 organismes situés hors de la MRC Antoine-Labelle sont situés dans les MRC de La Rivière-du-Nord (3), des Pays-d'en-Haut (3), des Laurentides (1), de Thérèse-de-Blainville (1) et de La Vallée-de-la-Gatineau (1).

Sur les 38 organismes ayant répondu au sondage, 29 d'entre eux (76,3 %) indiquent opérer exclusivement sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle. Parmi les autres organisations répondantes, 52 % des opérations, en moyenne, se situent sur le territoire d'Antoine-Labelle. Notons que plusieurs membres de la CDCHL sont des organismes avec des missions régionales (c'est-à-dire, couvrant l'ensemble des Laurentides) qui ont des activités sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle. Notons qu'il n'y a pas de lien direct entre la taille de l'organisme et la part de ses opérations sur le territoire de la MRC. Ainsi, pour plus des trois quarts des organismes recensés, 100 % des ressources sont dédiées à des activités sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle.

Figure 1. Territoire d'opération des répondants (n = 38)

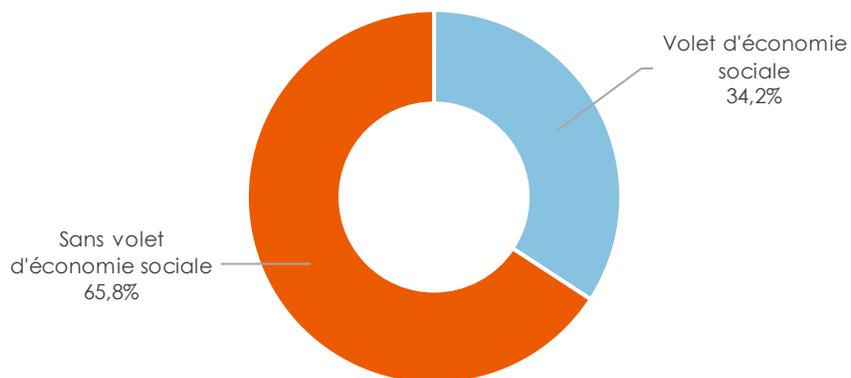


Source : Enquête Empreinte 2023

Le sondage relève qu'un peu plus du tiers des organismes répondants affirment avoir développé un volet d'économie sociale. Parmi ceux-ci, environ 75 % d'entre eux indiquent avoir dégagé un surplus financier de leurs activités d'économie sociale, totalisant près de 750 000 \$ pour l'ensemble. Les organisations de plus grande taille ont une plus grande probabilité d'avoir développé un volet d'économie sociale que les organismes de plus petite taille. Le statut de coopérative plutôt que d'OBNL augmente également cette probabilité.

La présence d'un volet d'économie sociale au sein des répondants de plus grande taille pourrait provenir de la nécessité de déployer des ressources supplémentaires pour supporter les activités d'économie sociale, amenant les organismes qui développent des volets d'économie sociale à croître en termes de personnel. Ainsi, si cette hypothèse est juste, c'est le volet d'économie sociale qui amène une taille plus élevée, plutôt que la taille de l'organisme qui justifie la nécessité de développer un volet d'économie sociale. Par ailleurs, nous n'avons pas mesuré ce phénomène de façon indépendante.

Figure 2. Présence d'un volet d'économie sociale au sein des répondants (n = 38)

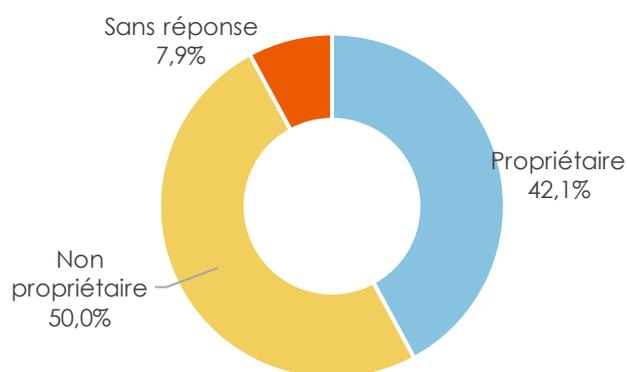


Source : Enquête Empreinte 2023

Les organismes membres de la CDCHL contribuent à l'économie locale en consacrant une part de leurs dépenses à l'achat de biens et de services auprès d'entreprises de la MRC. Dans la dernière année, les répondants au sondage indiquent avoir dévoué 72 % de leurs dépenses auprès des commerçants de la MRC, en moyenne.

De plus, plusieurs d'entre eux sont propriétaires de leurs locaux. Dans la MRC Antoine-Labelle, 42 % des organismes répondants au sondage ont indiqué être propriétaire des locaux qu'ils occupent.

Figure 3. Proportions des répondants ayant déclaré être propriétaire des locaux qu'ils occupent (n = 38)



Source : Enquête Empreinte 2023

2.2 Ressources humaines

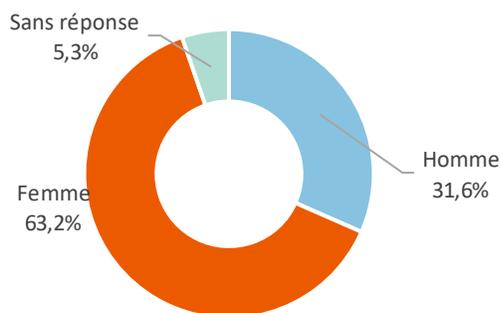
La compilation des informations sur les 50 organisations visées montre que le nombre de salariés total parmi ceux-ci est de 396 (en équivalent temps plein) sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle. Par contre, puisque plusieurs répondants ont aussi des activités en dehors de la MRC, le total des salariés des membres de la CDCHL est plus élevé. Nous avons une information détaillée sur les fonctions de ceux-ci pour un échantillon de répondants au sondage.

D'abord, il est important de souligner que les données salariales doivent être considérées dans le contexte économique de la MRC Antoine-Labelle. En effet, la MRC Antoine-Labelle connaît un taux de ménages à faible revenu parmi les plus élevés dans les Laurentides. Selon les données du *Recensement de la population de 2021*², le revenu médian par personne dans la région est de 34 000 \$ contre 42 000 \$ pour l'ensemble de la région des Laurentides et 40 800 \$ pour l'ensemble du Québec. Ainsi, un salaire de 65 000 \$ dans la MRC d'Antoine-Labelle est supérieur au revenu d'environ 85 % des habitants de la MRC.

2.2.1 Portrait des directions générales

Sur les 38 répondants au sondage, 36 ont fourni quelques informations sur la direction générale de l'organisme et 20 répondants en ont fourni un profil complet. Sur l'échantillon, 31,6 % des postes de direction sont occupés par des hommes et 63,2 % sont occupés par des femmes. 5,3 % des répondants n'ont pas indiqué le genre de la personne au poste de direction.

Figure 4. Genre de la personne au poste de direction (n = 38)

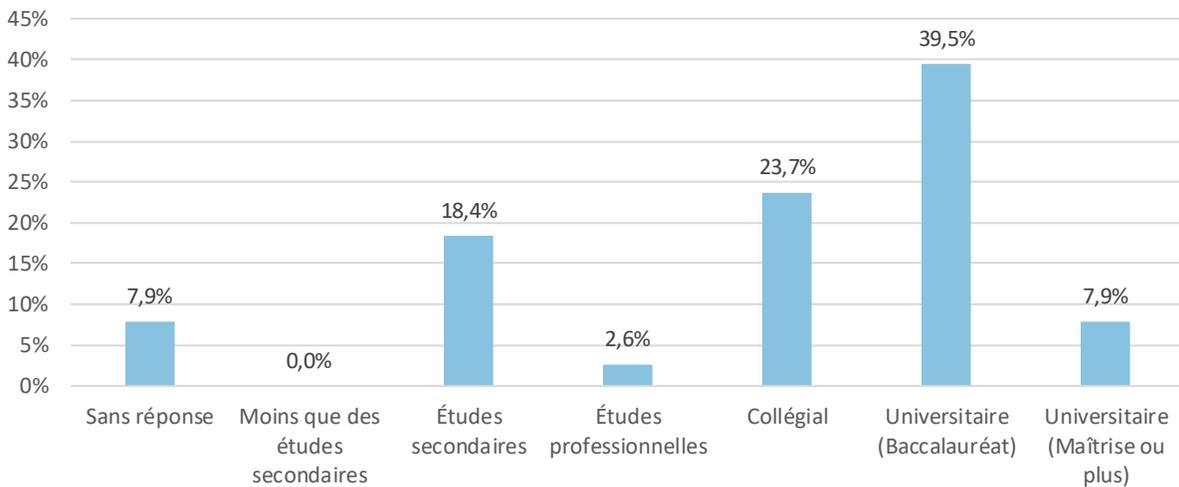


Source : Enquête Empreinte 2023

² Statistique Canada, *Recensement de la population 2021 – Profil de recensement*, en ligne, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1,4&HEADERlist=0&DGUIDlist=2021A00032479&SearchText=Antoine-Labelle>

Parmi les personnes occupant le poste de direction, 71,1 % ont complété des études postsecondaires. Au total, c'est 47,4 % des directions qui ont complété un programme d'étude universitaire.

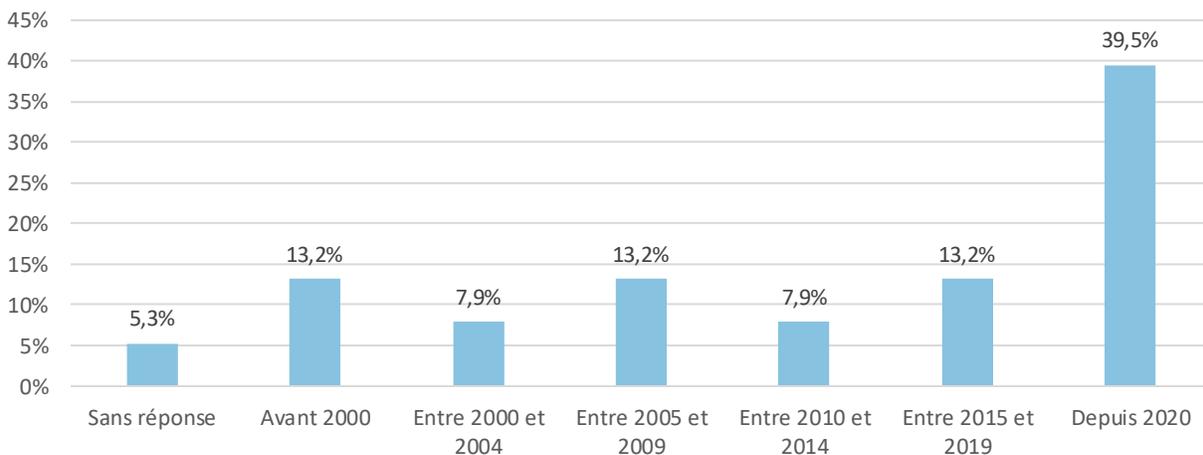
Figure 5. Plus haut niveau d'étude complété par la personne au poste de direction (n = 38)



Source : Enquête Empreinte 2023

Parmi les directions des 38 organismes répondants au sondage, 39,5 % ont pris leur fonction depuis 2020, soit il y a moins de trois ans. Par ailleurs, 21,1 % des directions des organismes ayant répondu au sondage sont en poste depuis 20 ans ou plus. Ces statistiques montrent qu'une relève est en cours auprès des directions générales des organismes membres de la CDCHL.

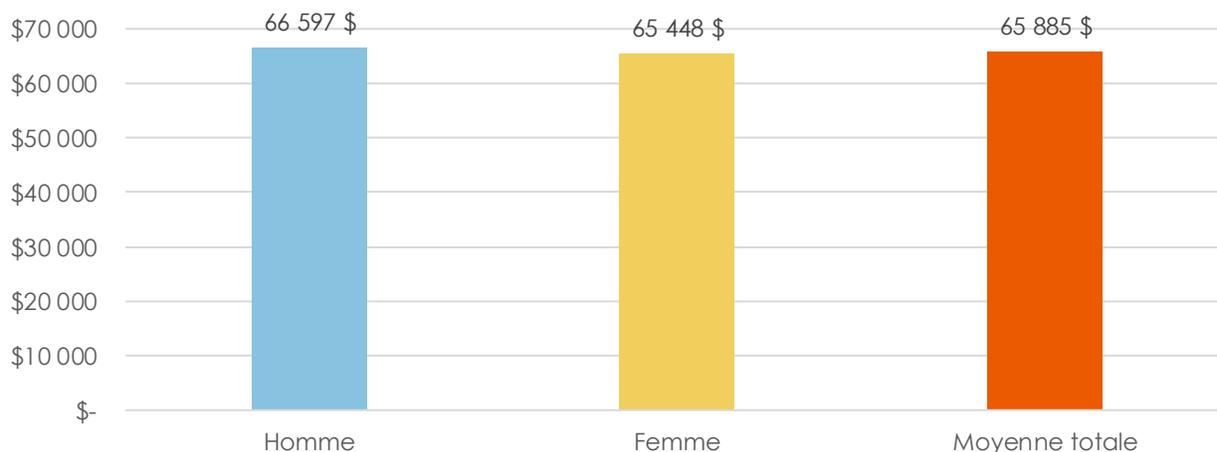
Figure 6. Année de prise de fonction de la personne à la direction générale de l'organisme (n = 38)



Source : Enquête Empreinte 2023

Le salaire de base identifié pour les directions générales de l'échantillon est de 65 885 \$ et la médiane est de 60 230 \$. La figure suivante illustre les différences de salaire entre les personnes occupant le poste de direction en fonction de leur genre. À ce titre, le salaire moyen des hommes en poste de direction surpasse de 1 149 \$ par année celui des femmes, soit un écart de 1,8 %.

Figure 7. Salaire annuel moyen des personnes au poste de direction selon le genre (n = 20)



Source : Enquête Empreinte 2023

À titre comparatif, nous avons utilisé les résultats de l'enquête *Les Repères* du CSMO-ESAC³. Le salaire horaire moyen des directions des organismes communautaires est évalué à 31,51 \$ sans volet d'économie sociale et 34,95 \$ avec volet d'économie sociale, ce qui correspond respectivement à 65 540 \$ et 72 696 \$ annuellement. La moyenne des salaires de direction identifiée au sondage de la CDCHL est donc comparable aux salaires de l'action communautaire évaluées à l'enquête *Les Repères* du CSMO-ÉSAC.

³ CSMO-ESAC, *Enquête nationale - Les repères en économie sociale et en action communautaire - Édition 2022*, publié en octobre 2023, en ligne, <https://www.csmoesac.qc.ca/outils-et-publications/enquete-les-reperes-2022>

2.2.2 Portrait des salariés

En ce qui concerne les personnes à l'emploi des organismes membres de la CDCHL, sur les 38 répondants au sondage, 32 ont donné des informations sur la composition de leur force de travail et nous répertorions 421 personnes, hors direction générale. De celles-ci, 16,2 % d'entre elles occupent un poste nécessitant au moins des études universitaires. De plus, 70,5 % des personnes occupent des postes à temps plein.

Le type de poste occupé le plus important est « Personnel non spécialisé » regroupant 34,9 % de notre échantillon. Parmi les autres types de poste regroupant un grand nombre de personnes, il y a les coordinations/responsables de services (15,0 %), les professionnels de services (8,8 %) et le personnel administratif et de comptabilité n'ayant pas d'études universitaires (5,9 %).

Tableau 1. Répartition de la main-d'œuvre, hors direction, au sein des organismes membres de la CDCHL (n = 32)

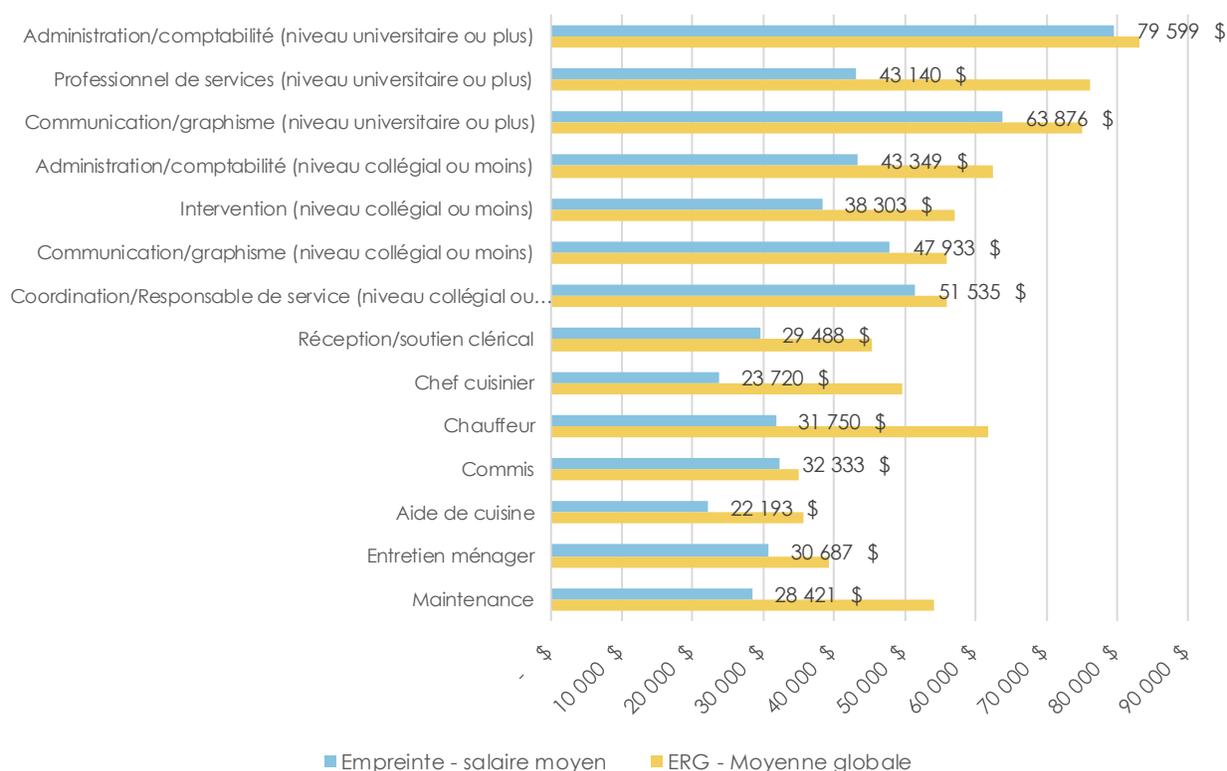
Type de poste occupé	Personnes à temps plein	Personnes à temps partiel	Total
Études universitaires ou plus			
Administration/comptabilité	11	1	12
Communication/graphisme	2	0	2
Animation/formation	1	8	9
Coordination/Responsable de service	4	4	8
Professionnel de services	30	7	37
Recherche et développement	0	0	0
Total – Poste universitaire ou plus	48	20	68
Études collégiales ou moins			
Administration/comptabilité	19	6	25
Communication/graphisme	3	2	5
Animation/formation	15	6	21
Chef cuisinier	4	0	4
Aide de cuisine	3	0	3
Coordination/Responsable de service	19	7	26
Intervention	33	30	63
Réception/soutien clérical	5	4	9
Chauffeur	6	1	7
Commis	15	7	22
Entretien ménager	2	4	6
Maintenance	6	0	6
Personnel non spécialisé	114	33	147
Autre	5	4	9
Total – Poste collégial ou moins	249	104	353
Total	297	124	421

Source : Enquête Empreinte 2023

Afin de comparer le salaire moyen des salariés des organismes répondant au sondage, nous avons utilisé l'Enquête sur la rémunération globale, effectuée par l'Institut de la Statistique du Québec chaque année⁴. Pour ces statistiques, les comparaisons sont effectuées sur la base de la Classification nationale des professions (CNP).

En termes de salaire, toutes les catégories de salariés des organismes membres de la CDCHL gagnent moins, en moyenne, que les personnes embauchées dans des postes équivalents dans le secteur privé ou dans le secteur public. Les écarts les plus importants sont au niveau des postes de « chef cuisiner » (-52,2 %), « chauffeur » (-48,6 %), « maintenance » (47,5 %) et « professionnels de services » (-42,7 %). Les écarts les plus faibles concernent la catégorie « administration/comptabilité – niveau universitaire » (-4,2 %), « commis » (-7,8 %) et « coordination/responsable de service – niveau collégial ou moins » (-7,9 %). Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces écarts. D'abord, les catégories d'emploi utilisées pour la comparaison sont, dans la majorité des cas, assez larges et peuvent contenir un large éventail de fonctions ayant des salaires moyens variés.

Tableau 2. Comparaison des salaires annuels des membres de la CDCHL et des salariés de la même catégorie au niveau provincial



Source : Enquête Empreinte 2023 & Institut de la statistique du Québec – Enquête sur la rémunération globale 2022

⁴ Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la rémunération globale (ERG)*, en ligne <https://statistique.quebec.ca/fr/enquetes/realisees/enquete-sur-la-remuneration-globale-au-quebec-erg>

Les écarts de salaire ne prennent pas en compte les différences dans les milieux de travail. Il est possible que des avantages non pécuniaires aient un effet sur le recrutement et la rétention des travailleurs dans le secteur communautaire, comme l'accès à de plus grandes flexibilités d'horaires, une meilleure conciliation travail-famille ou la motivation associée à la mission sociale de l'organisme. Cet effet est une hypothèse non vérifiée dans le cadre de cette étude.

2.2.3 Bénévolat

Lors du sondage en ligne, 32 organismes⁵ ont fourni de l'information quant au recours des bénévoles dans leur pratique.

Au total, c'est 1 143 bénévoles qui ont été identifiés par les 32 organismes répondants, soit une moyenne de 35 bénévoles par organisme. La médiane se situe à 13 bénévoles, alors que l'organisme ayant le plus de bénévoles en compte 200.

Au niveau des heures de bénévolats, c'est la somme de 73 379 heures qui a été compilée (pour 32 organismes répondants), soit une moyenne de 2 293 heures par organisme et une médiane de 513 heures.

Lorsque nous prenons en compte les organismes qui ont répondu à la fois pour le nombre de bénévoles et les heures de bénévolats, c'est, en moyenne, 86 heures de bénévolat, par bénévole, qui a été réalisée par année auprès de ces répondants. Notons, par ailleurs, que plusieurs de ces bénévoles pourraient provenir d'en dehors de la MRC ou faire du bénévolat pour l'organisme en dehors de la MRC.

Figure 8. Compilation des données sur le bénévolat des organismes répondants (n = 32)

	Somme	Moyenne	Médiane
Nombre de bénévoles – incluant le conseil d'administration	1 143	35	13
Nombre d'heures de bénévolat – incluant le conseil d'administration	73 379	2 293	513

Source : Enquête Empreinte 2023

⁵ 36 organismes ont donné de l'information sur le nombre de bénévoles et 32 ont donné de l'information sur le nombre d'heures de bénévolat. Nous retenons, pour cette section, les 32 organismes ayant fourni l'ensemble du portrait pour le bénévolat.

3 Relations partenariales dans le contexte local

À travers les consultations, il a été démontré que les organismes membres de la CDCHL occupent différents rôles dans le développement social du territoire. Nous pouvons rassembler ces rôles sous les catégories suivantes :

- Concertation et comités
- Déploiement de services en fonction des besoins de la population
- Facilitant dans l'accès aux services des institutions
- Développement de l'engagement

Cette section débute par un portrait de l'appui des partenaires aux organismes répondants au sondage.

3.1 Portrait de l'appui des partenaires

Sur la MRC Antoine-Labelle, différents acteurs peuvent appuyer le secteur communautaire. Chacune des 17 municipalités du territoire peut contribuer financièrement aux organismes qui agissent sur leur juridiction. De plus, des programmes d'appui spécifiques aux organismes d'action communautaire autonome existent au sein du secteur Santé et Services sociaux, ainsi qu'auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. À titre de référence, le CISSS des Laurentides dans son rapport de gestion annuel de 2021-2022 présente la liste des ententes du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC). Pour cet exercice, c'est 30 ententes qui ont été faites auprès des membres de la CDCHL pour 27 organismes différents, totalisant 5,6 M\$ en subventions. La liste de ces organismes est présentée à l'annexe 4.

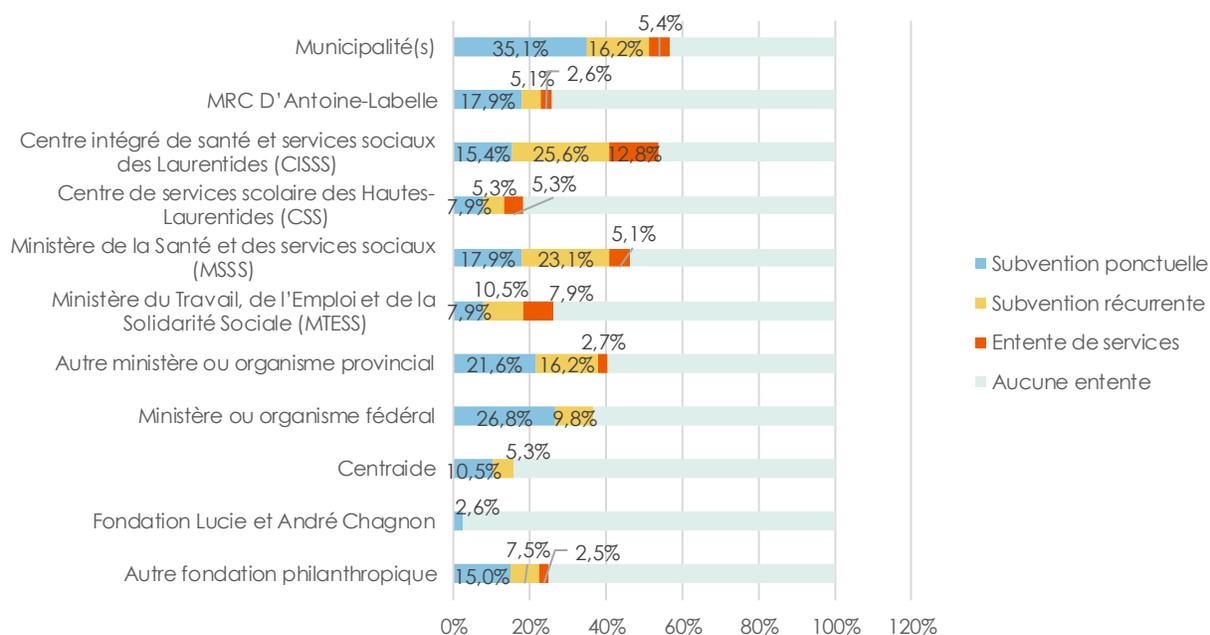
Nous avons évalué les déclarations des répondants quant aux types d'ententes qu'ils ont avec les partenaires philanthropiques et institutionnels déclaré au sondage en ligne. Trois institutions se démarquent comme grands partenaires financiers des organismes membres de la CDCHL :

- Les municipalités dont 56,7 % des répondants affirment pouvoir compter sur une subvention ou une entente de service.
- Le CISSS des Laurentides, offrant un appui financier à 53,8 % des répondants.
- Le ministère de la Santé et des Services Sociaux, offrant un appui à 46,1 % des répondants.

Les subventions ponctuelles sont généralement associées à des projets spécifiques alors que les subventions récurrentes sont généralement associées à une programmation long terme ou pour supporter la mission de l'organisme. De leur côté, les ententes de services sont généralement associées à des services rendus auprès de la municipalité, de l'organisme ou auprès de la population et rémunérées en fonction d'un volume d'heures ou d'interventions rendues.

Les organismes philanthropiques sont partenaires d'un ensemble plus petit d'organismes membres de la CDCHL.

Figure 9. Proportion de répondants ayant reçu un appui financier des partenaires institutionnels et philanthropiques (n = 38)



Outre l'appui financier, les partenaires institutionnels et municipaux peuvent offrir des dons en biens et services auprès des organismes membres de la CDCHL. À ce titre, 36,8 % des répondants indiquent avoir reçu un tel don dans la dernière année. Parmi les dons mentionnés par un partenaire institutionnel, deux principales catégories ressortent :

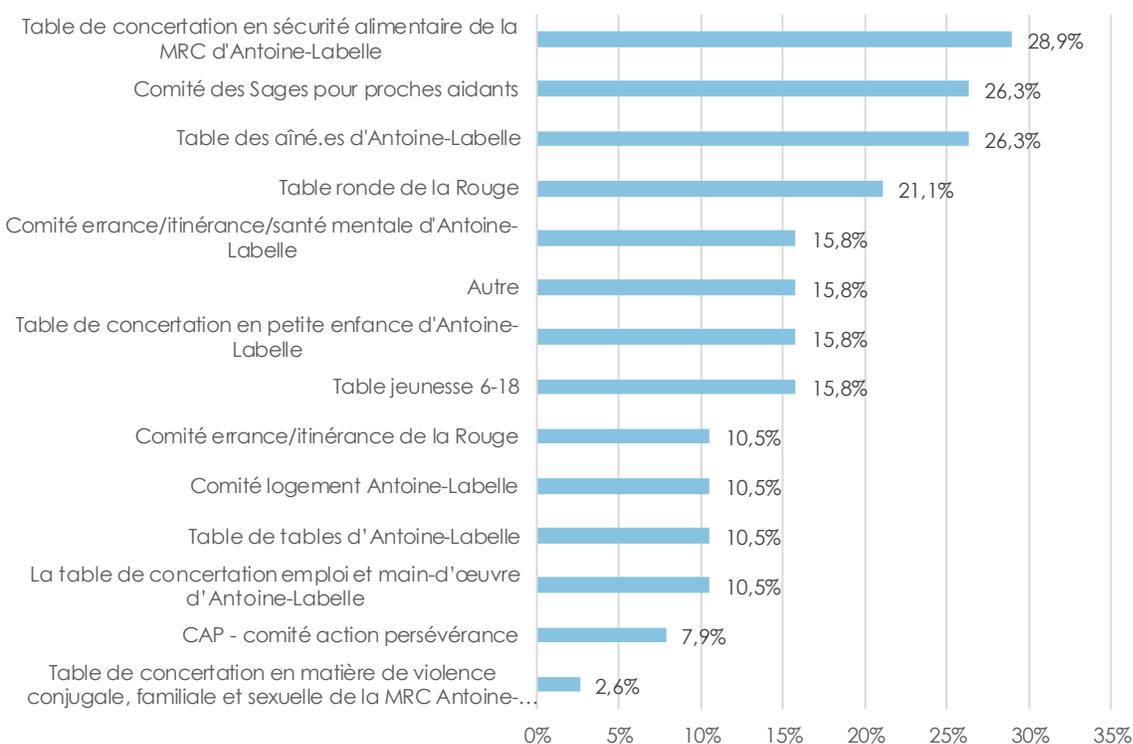
- Don de matériel informatique usagé;
- Prêt d'espaces de réunion et de local.

3.2 Concertation et comités

Le sondage auprès des membres de la CDCHL montre que 80 % des répondants sont présents sur au moins une table de concertation ou comité de travail local, alors que 48 % sont présents sur trois concertations ou comité ou plus.

Le graphique suivant présente la participation des répondants au sondage sur les principales concertations et comités régionaux. La table de concertation en sécurité alimentaire est celle qui regroupe le plus grand nombre de répondants (28,9 %), suivi du comité des Sages pour proches aidants (26,3 %) et la table des aîné.es d'Antoine-Labelle (26,3 %).

Figure 10. Participation des répondants aux concertations et comités d'Antoine-Labelle (n = 38)

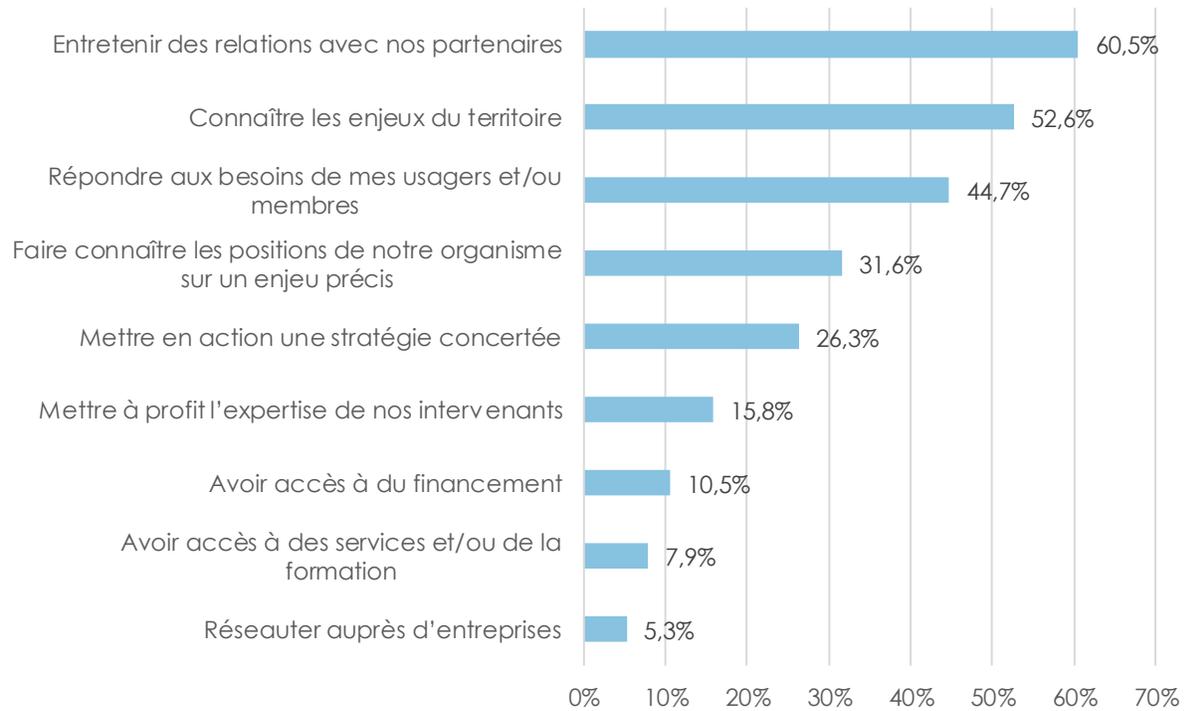


Source : Enquête Empreinte 2023

Ces concertations et comités ont été nommés autant par les représentants d'organismes communautaires que par les représentants institutionnels à titre d'espaces privilégiés pour identifier les défis du territoire et développer des solutions concrètes et applicables. Les principales raisons évoquées par les organismes membres de la CDCHL pour participer à ces concertations et comités sont :

- Entretenir des relations avec les partenaires (60,5 %)
- Connaître les défis du territoire (52,6 %)
- Répondre aux besoins des usagers et des membres (44,7 %)

Figure 11. Principales raisons pour participer aux comités et concertations du territoire (n = 38)



Source : Enquête Empreinte 2023



L'encadré suivant présente l'exemple de l'embauche d'un travailleur de rue dans la Vallée-de-la-Rouge suite aux travaux du comité errance-itinérance regroupant des représentants municipaux, de la santé publique et des services communautaires.

Encadré 1. Travailleur de rue dans la Vallée-de-la-Rouge

En raison de la présence de méfaits, de consommation d'alcool et de drogues et d'errance dans le secteur du Parc de la gare, à Rivière-Rouge, un comité errance-itinérance a vu le jour autour de 2020 pour tenter de remédier à la situation. Le comité regroupe les représentants du secteur municipal, de la Sûreté du Québec, du CISSS des Laurentides et d'organismes communautaires.

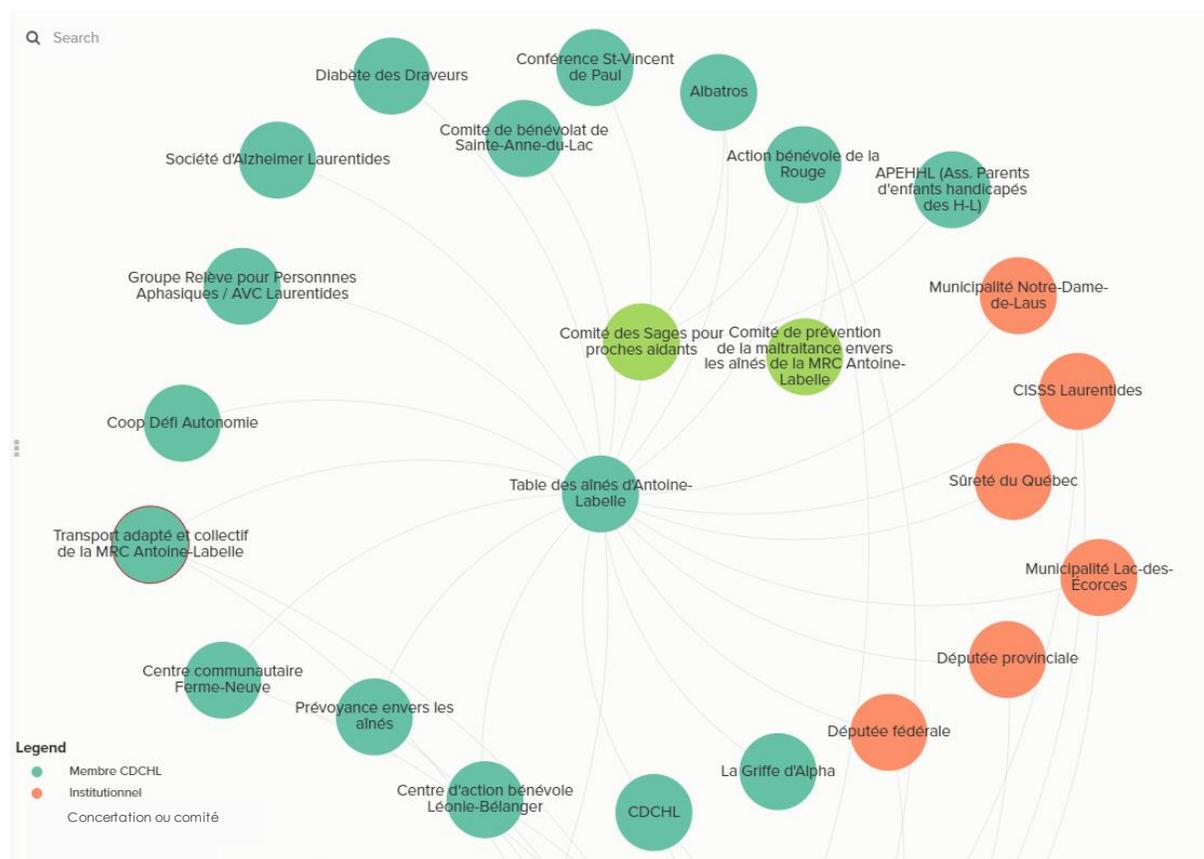
Parmi les partenaires communautaires, l'Écluse des Laurentides, qui a développé des services de travailleurs de rue pour différents secteurs des Laurentides, dont Mont-Laurier, a participé aux réflexions quant à l'approche du projet. Ultimement, c'est l'organisme local l'Arc-en-Soi qui a procédé à l'embauche du travailleur de rue en 2021 et qui chapeaute le projet.

Les retombées de cette concertation ont été directes : environ 45 personnes en situation d'errance-itinérance sont régulièrement rencontrées par le travailleur de rue, la Vallée-de-la-Rouge connaît une réduction des méfaits, notamment grâce au projet de valorisation de la Gare de Rivière-Rouge par les personnes itinérantes. De plus, le travailleur de rue distribue environ 55 repas par semaine aux personnes rencontrées.

Trois principales concertations concernent les proches aidants et les aînés : La Table des aînés d'Antoine-Labelle, le Comité des Sages proches aidants et le Comité de prévention de la maltraitance envers les aînés de la MRC Antoine-Labelle. La Table des aînés d'Antoine-Labelle est structurée en organisme à but non lucratif indépendant et membre de la CDCHL, d'où sa classification en tant que membre de la CDCHL sur la cartographie.

Nous comptons 14 organismes membres de la CDCHL (+ la CDCHL elle-même), deux municipalités, le CISSS des Laurentides, la Sûreté du Québec et les députés fédéral et provincial sur ces trois concertations. La Table des aînés d'Antoine-Labelle regroupe le plus grand nombre d'organismes membres de la CDCHL. Ceux-ci représentent plusieurs organisations de défense des droits en lien avec la condition physique, des organismes en appui aux proche-aidants, aux aînés ou au maintien à domicile et des partenaires de services aux individus.

Figure 13. Cartographie des comités et concertations – Comités et concertations aux proches aidants et aînés



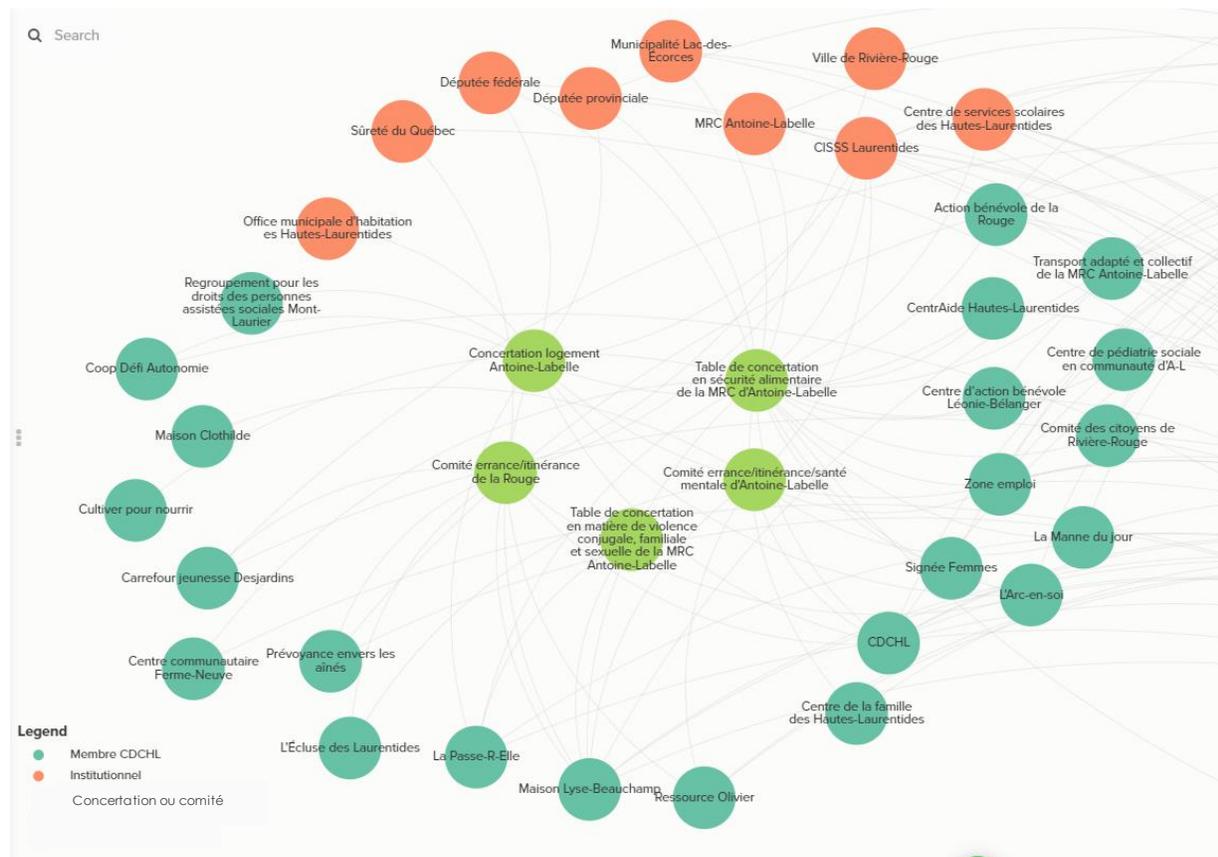
Source : Compilation issue de l'Enquête Empreinte 2023, organisatrices communautaires du CISSS des Laurentides, rapports annuels des organismes et personnel de la CDCHL

Pour répondre aux besoins vitaux de logement, sécurité et d'alimentation, cinq comités et concertations œuvrent sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle :

- Concertation logement Antoine-Labelle
- Comité errance/itinérance de la Rouge
- Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle
- Comité errance/itinérance/santé mentale d'Antoine-Labelle
- Table de concertation en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle de la MRC Antoine-Labelle

Ces comités et concertations regroupent, ensemble, 22 organismes membres de la CDCHL (+ la CDCHL elle-même), ainsi que 9 partenaires institutionnels dont deux municipalités, la MRC Antoine-Labelle, le CISSS des Laurentides, le Centre de services scolaires des Hautes-Laurentides, la Sûreté du Québec, l'Office municipale d'habitation des Hautes-Laurentides et les députés fédéral et provincial. Plusieurs centres d'hébergement offrant de l'habitation ou des refuges temporaires sont présents sur ces tables, ainsi que des organismes en sécurité alimentaire ou œuvrant auprès des clientèles à risque.

Figure 14. Cartographie des comités et concertations – Comités et concertations en matière de besoins vitaux



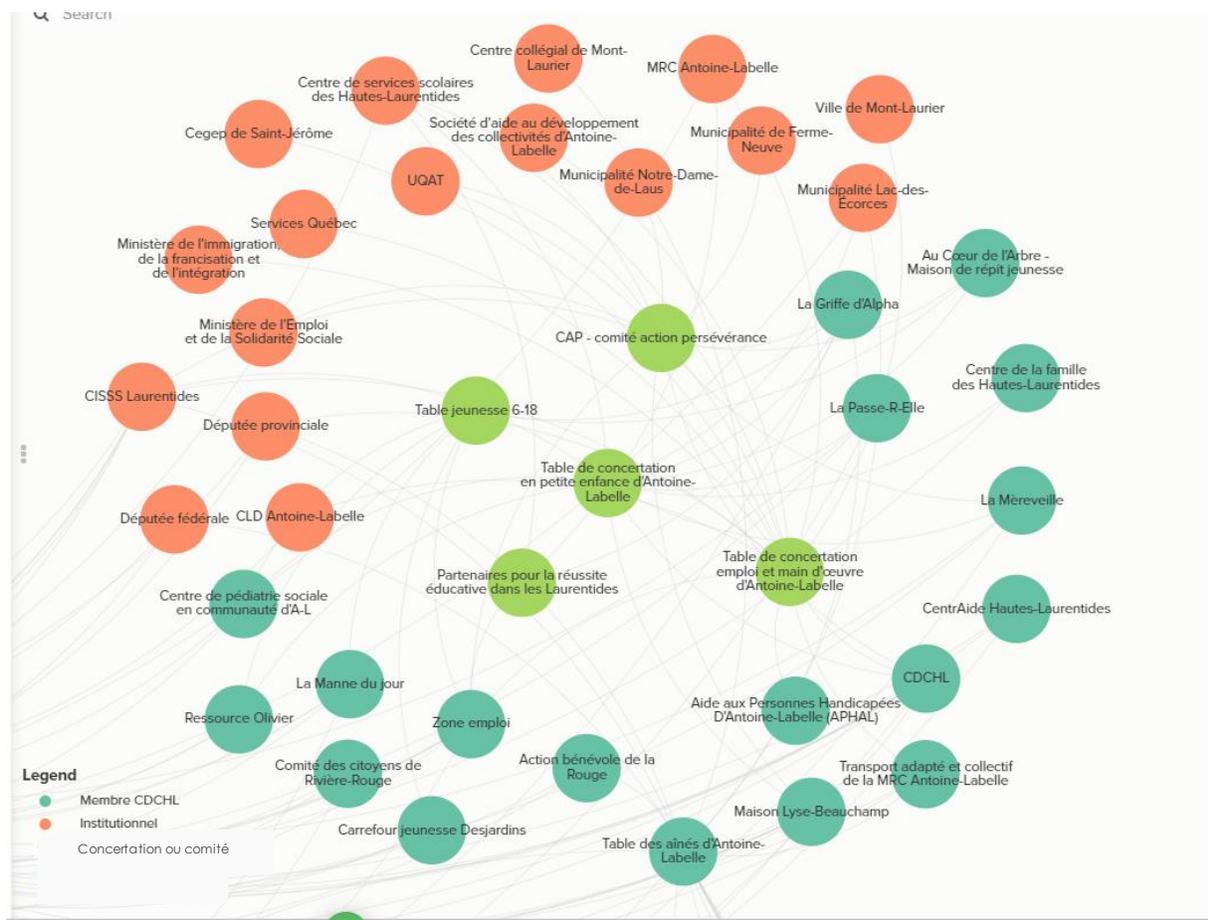
Source : Compilation issue de l'Enquête Empreinte 2023, organisatrices communautaires du CISSS des Laurentides, rapports annuels des organismes et personnel de la CDCHL

Cinq comités et concertations sont également présents sur le territoire en matière de jeunesse, d'emploi et d'éducation :

- CAP – Comité action persévérance
- Table jeunesse 6-18
- Table de concertation en petite enfance d'Antoine-Labelle
- Partenaires pour la réussite éducative dans les Laurentides
- Table de concertation emploi et main-d'œuvre d'Antoine-Labelle

Celles-ci regroupent 17 organismes membres de la CDCHL (+ la CDCHL elle-même) et autant de partenaires institutionnels et municipaux. Les organismes membres de la CDCHL s'adressent en grande partie à une population plus jeune ou auprès des femmes et des familles.

Figure 15. Cartographie des comités et concertations – Comités et concertations en matière de jeunesse, d'emploi et d'éducation

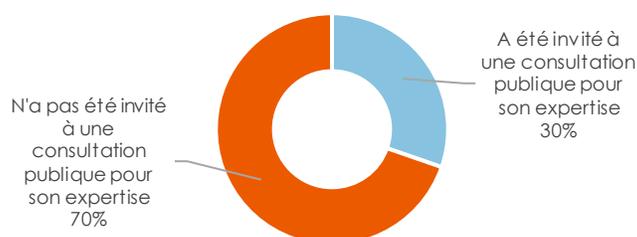


Source : Compilation issue de l'Enquête Empreinte 2023, organisatrices communautaires du CISSS des Laurentides, rapports annuels des organismes et personnel de la CDCHL

3.3 Déploiement de services en fonction des besoins

L'accès aux services du secteur institutionnel se traduit également par l'atteinte des objectifs des plans d'action régionaux et locaux par le partenariat avec les services communautaires. Par exemple, plusieurs organismes membres de la CDCHL sont consultés dans certaines démarches municipales, telles que Municipalité amie des aînés (MADA). Globalement, c'est 30 % des répondants au sondage en ligne qui disent avoir été consultés dans le cadre de consultations publiques pour l'expertise qu'ils ont sur les problématiques auxquels ils s'attaquent.

Figure 16. Part des répondants ayant été invités à des consultations publiques (n = 38)

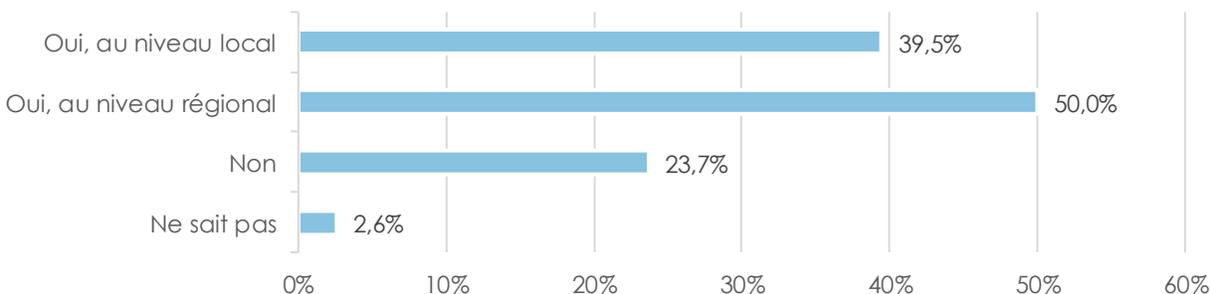


Source : Enquête Empreinte 2023

À ce titre, la consultation se fait auprès des organismes d'action communautaire autonome pour représenter les intérêts de leurs usagers en raison de la connaissance terrain de leurs besoins. Ces consultations se traduisent également en partenariat dans les plans d'action de ces démarches.

À ce titre, 50 % des répondants au sondage indiquent qu'ils participent à la réalisation de plans d'action régionaux et près de 40 % indiquent que leur mission s'imbrique dans des plans d'action au niveau local.

Figure 17. Participation de l'organisme à un plan d'action institutionnel (n = 38)



Source : Enquête Empreinte 2023

La participation de certains organismes à des comités et concertations fait aussi une différence sur les solutions identifiées. Par exemple, sur le comité errance-itinérance de Rivière-Rouge, la



participation de l'Écluse des Laurentides, qui embauche des travailleurs de rue dans d'autres localités, a permis de déployer un travailleur de rue à Rivière-Rouge à partir de leur expérience. Cette participation a permis d'éviter de partir à neuf et s'est bâtie sur les apprentissages et connaissances de l'Écluse des Laurentides.

À titre d'exemple supplémentaire, l'encadré suivant présente comment l'organisme La Griffe Alpha a étendu son projet « Une page à la fois » à d'autres municipalités après avoir connu un succès dans la MRC Antoine-Labelle.

Encadré 2. Projet « Une page à la fois »

Le *Plan d'engagement vers la réussite* de la Commission scolaire Pierre-Neveu (2018) a fait état d'une situation préoccupante quant au taux de réussite scolaire à l'épreuve de lecture. Elle mise notamment sur une amélioration des pratiques éducatives en lecture dans ses orientations.

La Griffe Alpha de Mont-Laurier a déployé le projet « Une page à la fois » pour les camps d'été afin de favoriser la lecture et l'écriture pendant la période estivale, une période considérée névralgique pour maintenir l'intérêt des enfants et des adolescents à la lecture. Dans les 4 premières années du projet, la commission scolaire a recommandé 40 enfants au camp de lecture de la Griffe Alpha, dont au moins la moitié sont des garçons. Dans son édition de 2020, 80 % des enfants ayant participé au camp avaient lu 6 livres ou plus entre fin juin et mi-août. La même proportion des enfants ayant participé au camp indiquent avoir développé un plaisir de lire et être plus confiants dans la lecture.

Le vent tourne en 2021 alors qu'un partenariat avec Loisirs Laurentides et les Partenaires de la réussite éducative des Laurentides permet de déployer le projet dans les camps d'été gérés par quinze municipalités de la région des Laurentides, de Mont-Laurier à Sainte-Thérèse. À partir d'une trousse de matériel développée par La Griffe Alpha, les camps de jours peuvent maintenant animer quatre activités thématiques sur la lecture.

Si le projet a débuté de façon locale, à Mont-Laurier, suite au constat d'un besoin par un partenaire institutionnel et le développement d'une solution collective, le projet a dépassé ses objectifs initiaux et été déployé partout dans les Laurentides.

3.4 Facilitateur dans l'accès aux services du secteur institutionnel

Une intervenante du secteur de la santé indique qu'à travers leurs interventions, les organismes communautaires agissent comme intermédiaire et facilitateur entre certains groupes sociaux et les services institutionnels.

Par exemple, les organismes s'adressant aux personnes âgées, aux personnes en situation d'itinérance ou aux personnes avec des atteintes en santé mentale génèrent des appréhensions face aux services institutionnels. Les intervenants des organismes d'action communautaire autonome agissent souvent comme intermédiaire facilitateurs auprès de cette clientèle. Dans ce rôle, les intervenants favorisent la compréhension auprès de ces populations que les services publics pourront leur être bénéfiques et accompagnent souvent ces personnes dans les rendez-vous médicaux par exemple, ce qui permet de réduire l'anxiété et augmenter la confiance envers les services qui sont donnés.

À titre d'exemple, dans le cadre de la campagne de vaccination contre la COVID-19, le CISSS des Laurentides et les organismes communautaires ont collaborés afin de créer un parcours adapté aux personnes en situation d'errance-itinérance afin de répondre à leurs questions et organiser un transport vers les sites de vaccination, dans le but de réduire leur méfiance face à l'opération. Selon Julie Bourgon, organisatrice communautaire au CISSS des Laurentides, cette collaboration a permis d'atteindre des personnes qui n'auraient pas été se faire vacciner autrement.

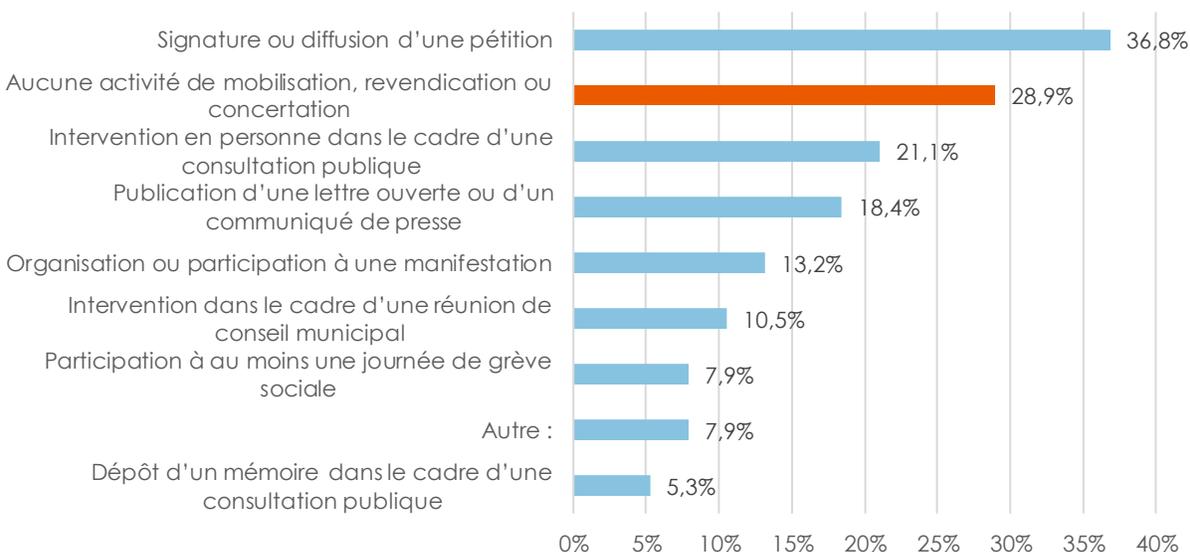
La collaboration entre les organismes et le CISSS permet aussi plus facilement le maintien à domicile de personnes âgées, notamment par de l'aide à domicile ou des visites d'amitié. Dans le cadre des visites d'amitiés, les intervenants des organismes communiquent avec les intervenants du CISSS des Laurentides afin de s'assurer que l'information sur les usagers des services soit bien connue de toutes les personnes, ce qui facilite la détection et la prise en charge des besoins.

3.5 L'engagement des usagers et employés

L'engagement des usagers et employés des organismes membres de la CDCHL peut prendre différentes formes. Parmi les principales voies d'engagement que peuvent emprunter les personnes s'impliquant auprès des organismes membres de la CDCHL nous identifions l'atteinte d'une meilleure compréhension des défis sociaux, la participation à des activités de mobilisation ou de concertation ou la contribution aux solutions aux problèmes auxquels ils font face.

Certains organismes, par leur prise de position dans le débat public, influencent la participation démocratique de leurs membres et usagers. La figure suivante montre que 71,1 % des organismes répondant au sondage indiquent avoir mis de l'avant des activités de mobilisation, de revendication ou de concertation. Ainsi, plusieurs actions sont entamées par les organismes afin de faire valoir les droits, ainsi que les besoins et points de vue des populations qu'ils desservent. Par la signature de pétitions (36,8 %), l'intervention dans le cadre de consultations publiques (21,1 %) ou l'intervention dans le cadre de réunions du conseil municipal (10,5 %), nombreux sont les organismes qui utilisent les outils démocratiques existants pour se faire entendre ou faire entendre le besoin des personnes qu'ils soutiennent.

Figure 18. Participation des répondants à des actions de représentation, revendication ou de mobilisation citoyenne (n = 38)



Source : Enquête Empreinte 2023

L'encadré suivant présente le *Défi E.Zone*. Cet événement démarré en 2023 a été une occasion de socialisation pour des jeunes isolés. Les participants à cet événement avaient l'accès à des services communautaires pour répondre à des problématiques qu'ils ont une probabilité plus élevée d'avoir, tels que l'isolement, les dépendances ou le décrochage scolaire. Suite à l'événement, plusieurs jeunes participants ont démontré un intérêt à s'engager pour la continuité de cet événement apprécié.

Encadré 4. Défi E.Zone

En mai 2023, Zone Emploi a organisé *Défi E.Zone* à la Maison de l'entrepreneuriat de Mont-Laurier. Il s'agit d'un événement pour les jeunes « gameurs », ceux-ci étant souvent invisibles dans les services communautaires et vivent souvent de l'isolement social. L'événement misait sur la présence d'un champion gamer local et des prix à tirer auprès des participants.

Les objectifs de l'événement sont doubles : sensibiliser les jeunes aux saines habitudes du jeu en ligne et briser l'isolement des jeunes sans emploi et qui ne sont pas aux études afin de les outiller pour réinsertion sociale. *Défi E.Zone* a accueilli près d'une centaine de jeunes. Majoritairement inconnus du circuit des organismes et des services sociaux.

Sur place il y avait des intervenants de la Maison Lyse-Beauchamp (dépendance), le CAP (persévérance scolaire) et Zone emploi (intégration à l'emploi). Selon Josée Clavel, Conseillère chez Zone emploi, un engouement a été créé par l'événement par les participants.

Parmi les participants, certains étaient même intéressés à organiser bénévolement l'évènement de l'an prochain.

4 Retombées sociales

La tenue de groupes de discussion avec les organismes et partenaires et les entrevues avec le secteur institutionnel nous ont permis d'identifier plusieurs retombées sociales des organismes membres de la CDCHL dans les dernières années.

Ces effets se sont notamment fait ressentir par l'accélération des besoins de services à la population ou la mise à l'arrêt d'autres services en raison des mesures de confinement liées à la COVID-19.

Le tableau suivant résume un échantillon d'impacts ressentis à la suite des variations de services communautaires. Ces services ont varié en partie à la pandémie de COVID-19, ce qui a représenté une opportunité de déceler l'effet des variations d'accès aux services communautaires auprès de la population.

Tableau 3. Effets des variations de services communautaires dans les dernières années dans Antoine-Labelle – 2020 à 2023

Service	Effet de la pandémie	Effet de la variation de service
Services d'accueil en dépendance	Diminution des capacités d'accueil des établissements	Augmentation de l'isolement, de l'anxiété et de la consommation des usagers.
Transport collectif	Diminution des services de transport	Diminution de l'accès aux services
Services aux proches aidants	Augmentations des services aux proches aidant en raison des fermetures des services de CISSS	Répondre au besoin des proches aidants (répit) qui n'avait plus le support du CISSS.
Services en itinérance	Augmentation des services en itinérance	Déploiement de haltes-chaleur, frigo communautaire, déploiement d'un service de travailleur de rue à RR.
Maisons des jeunes	Diminution des services des maisons des jeunes	Les jeunes les plus vulnérables se retrouvent sans service en l'absence de détection des problèmes et de référencement.
Service aux femmes	Augmentation des besoins exprimés auprès des centres de femmes	4x plus de demandes pour Signée Femmes depuis la pandémie pour de l'assistance.

5 Retombées économiques

À partir des données issues de la Liste des organismes de bienfaisance de l'ARC, des résultats du sondage en ligne et d'états financiers demandés auprès de certains membres, nous avons élaboré la structure de dépense agrégée des organismes membres de la CDC.

L'encadré suivant présente un lexique des termes techniques issus de l'analyse de retombées économiques.

Lexique des termes techniques du Modèle intersectoriel du Québec

Effet direct : l'effet direct correspond aux retombées internes du secteur qui répond à la demande initiale. À titre d'exemple, les salaires versés par les employeurs, les honoraires versés aux travailleurs autonomes non constitués en société, la rémunération du capital (frais d'intérêt sur prêt) et les amortissements des actifs constituent des effets directs lorsqu'ils sont générés directement auprès de l'entité économique où la dépense initiale est effectuée.

Effet indirect : Les dépenses en biens et services du secteur étudié provoqueront, pour leur part, l'ensemble des effets indirects. La première ronde d'effets indirects provient des premiers fournisseurs, par exemple, les honoraires versés à une firme de comptabilité. La somme des impacts des itérations subséquentes donnera finalement l'effet indirect sur les autres fournisseurs.

Effet total : Somme de l'effet direct et de l'effet indirect.

Salariés : s'expriment en équivalent temps complet, regroupent les personnes-année qui perçoivent les salaires et traitements estimés par le modèle. Ils touchent ces salaires à titre de travailleurs réguliers.

Autres travailleurs : regroupent les employés constitués en entreprises individuelles (travailleurs autonomes). Ils se partagent les revenus mixtes bruts.

Année-personne : unité de mesure correspondant au travail que peut accomplir une personne pendant un an dans un emploi à temps plein.

Valeur ajoutée : La valeur ajoutée est composée de salaires et traitements, de revenus mixtes bruts et d'autres revenus bruts avant impôt. Elle correspond à la rémunération des facteurs de production. La somme des effets sur la valeur ajoutée donne la contribution totale sur le PIB en termes de revenus.

Salaires et traitements avant impôt : correspondent à la rémunération brute des salariés. Ils incluent différentes formes de rétribution comme les pourboires, les commissions, les primes, les indemnités de vacances et les congés de maladie. Ils sont estimés selon une base brute, avant toutes déductions (impôts, parafiscalités et fonds de pension privé et public).

Revenus mixtes bruts : désigne le revenu des propriétaires des entreprises non constituées en société (entreprises individuelles). Le terme « mixte » fait référence à la combinaison de la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire et du revenu du propriétaire à titre d'entrepreneur.

Autres revenus bruts avant impôts : comprennent le revenu des sociétés et des entreprises (sauf celui des entreprises non constituées en société), la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts divers ainsi que les autres frais (charges patronales, avantages sociaux, etc.).

Fuites : sont composés des facteurs de dépense qui ne contribuent pas au PIB du Québec. La principale composante des fuites est généralement les importations (directes ou indirectes), mais elle est aussi constituée des stocks non vendus (dans le cas des secteurs de la fabrication ou du commerce de marchandise) et de certaines taxes.

Les retombées économiques sont composées des effets directs et des effets indirects. Les effets directs sont les emplois et la valeur ajoutée directement générés par les organismes évalués. De leur côté, les effets indirects sont générés par la chaîne d'approvisionnement des organismes évalués, soit les premiers fournisseurs et les fournisseurs de ceux-ci. L'addition des effets directs et des effets indirects permet d'établir les effets économiques totaux d'un investissement ou d'un ensemble de dépenses dans l'économie.

Au total, pour 2022, les membres de la CDCHL ont dépensé pour un total estimé de 27,1 M\$ sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle. De ce total, 11,4 M\$ (42 %) ont servi à couvrir des achats de biens et services, 13,9 M\$ ont servi à rémunérer 396 salariés (en équivalent temps plein), 614 000 \$ ont servi à rémunérer 18 contractuels (en équivalent temps plein) et 1,2 M\$ ont servi à supporter divers postes tels que les amortissements et les intérêts sur les prêts.

Sur le 27,1 M\$, un total de près de 22 M\$ a contribué au PIB de la MRC d'Antoine-Labelle de façon directe ou indirecte. De cette somme, 15,7 M\$ sont directement attribuables aux ressources humaines et aux investissements en capital des organismes, alors que 6,3 M\$ sont générés par la chaîne d'approvisionnement issue des dépenses courantes des organismes. Les organismes membres de la CDCHL permettent le maintien de près de 471 emplois sur le territoire (en équivalent temps plein). De ce nombre, 414 sont des emplois (salariés ou contractuels) directement auprès des organismes et 57 sont des emplois maintenus auprès de la chaîne d'approvisionnement de ceux-ci.

Tableau 4. Résultats d'estimation de retombées économiques pour les membres de la CDCHL sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle

	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
années-personnes de 2023				
Main-d'œuvre	414,0	40,0	16,9	470,9
Salariés	396,0	35,3	14,6	445,9
Autres travailleurs	18,0	4,7	2,3	25,0
k\$ de 2023				
Valeur ajoutée aux prix de base	15 700	4 445,6	1 841,2	21 986,8
Salaires et traitements avant impôt	13 881	2 029,7	895,5	16 806,3
Revenu mixte brut	614	459,7	178,6	1 252,3
Autres revenus bruts avant impôt	1 205	1 956,2	767,1	3 928,3
Taxes sur les produits	437,5	77,4	26,4	541,2
Subventions sur les produits	–	-40,7	-14,1	-54,8
Importations	...	2 955,7	1 663,7	4 619,4
Retraits des stocks et autres fuites	...	4,2	9,2	13,4

Source : Institut de la statistique du Québec, Estimations du Modèle intersectoriel du Québec

Les retombées économiques des organismes permettent de générer des recettes fiscales pour le gouvernement du Québec et pour le gouvernement du Canada, ainsi que des contributions parafiscales dédiées à des programmes spécifiques.

Les organismes membres de la CDCHL, par leurs activités économiques sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle, génèrent directement 835 300 \$ par année de recettes fiscales auprès du gouvernement du Québec, principalement sous forme d'impôts sur les salaires et traitements

des salariés. En y ajoutant l'effet de la chaîne d'approvisionnement, les organismes contribuent, de façon directe ou indirecte à générer des recettes de l'ordre de 1 146 800 \$ pour le Trésor québécois par année.

Au niveau fédéral, c'est plutôt 495 100 \$ qui est généré, encore une fois, principalement issue de l'impôt sur les salaires et traitements. En ajoutant la chaîne d'approvisionnement, c'est 708 700 \$ qui retourne dans les coffres du gouvernement fédéral par année.

Au surplus des recettes fiscales, les organismes génèrent directement 2,2 M\$ en contributions aux régimes parafiscaux du Québec (RRQ, FSS, CNESST, RQAP) et 400 000 \$ au régime parafiscal fédéral (assurance-emploi). En ajoutant les contributions de la chaîne d'approvisionnement, c'est près de 2,8 M\$ de dollars en contributions aux régimes parafiscaux du Québec et 473 500 \$ de contribution à l'assurance-emploi que les organismes permettent de générer, par année.

Au total, l'ensemble des contributions directes et indirectes au niveau fiscal et parafiscal représentent 5 087 000 \$ de retour aux différents paliers gouvernementaux issus des activités des organismes membres de la CDCHL.

Tableau 5. Retombées fiscales et parafiscales des membres de la CDCHL pour leurs activités économiques sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle

	Effet direct	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
k\$ de 2023				
Revenus du gouvernement du Québec	835,3	215,4	96,0	1 146,8
Dont :				
- Impôts sur salaires et traitements	611,0	170,7	79,4	861,1
- Taxes de vente	178,9	23,7	6,4	209,0
- Taxes spécifiques	45,4	21,0	10,2	76,7
Revenus du gouvernement fédéral	495,1	148,5	65,2	708,7
Dont :				
- Impôts sur salaires et traitements	282,0	115,8	55,4	453,2
- Taxes de vente	148,2	21,8	5,4	175,4
- Taxes et droits d'accise	20,3	7,5	3,5	31,3
- Droits de douane	44,6	3,4	0,9	48,8
Parafiscalité				
- Québécoise (RRQ, FSS, CNESST, RQAP)	2 249,0	354,7	154,2	2 758,0
- Fédérale (assurance-emploi)	400,0	51,6	21,9	473,5

Source : Institut de la statistique du Québec, Estimations du Modèle intersectoriel du Québec

À titre comparatif, d'autres études se sont intéressées à l'impact économique des organismes communautaires.

AppEco, par exemple, a publié une étude⁶ (commandée par la Table nationale des corporations de développement communautaire – TNCDC) visant à estimer l'impact économique d'un investissement de 100 M\$ dans le secteur communautaire au Québec.

⁶ Pierre-Emmanuel Paradis (dir.), Cristina Ruscio et Julien Mc Donald-Guimond. 2021. *Étude d'impact économique des corporations de développement communautaire*, en ligne, <https://www.tncdc.com/wp-content/uploads/2022/02/Rapport-TNCDC-final.pdf>



L'étude présente qu'un investissement de 100 M\$ dans le secteur « Institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) »⁷ engendrerait des retombées totales de 110,4 M\$ pour le secteur communautaire du Québec. L'approche privilégiée par AppEco dans cette étude comprend un certain nombre de doubles comptages des effets.

De façon plus comparative à notre approche, l'estimation devrait plutôt être la suivante : pour chaque investissement de 100 M\$ dans le secteur des « Institutions sans but lucratif au service des ménages », 76,7 M\$ de retombées économiques pour le Québec persistent. De la même façon, 596,2 emplois seraient créés directement et 241,7 autres emplois seraient générés au sein de la chaîne d'approvisionnement. Des études ont aussi été réalisées par d'autres CDC.

Dans la MRC de Marie-Chapdelaine, une étude⁸ réalisée en 2021 auprès de 23 des 30 membres de la CDC Maria-Chapdelaine montre que la somme de leurs budgets de fonctionnement totalise 6,8 M\$ par année et contribue à maintenir, de façon directe, l'emploi de 236 personnes (non calculée en équivalent temps plein).

Dans la MRC de Roussillon, la CDC Roussillon a fait réaliser une étude⁹ similaire en 2021 par le CSMO-ESAC. Le budget de fonctionnement pour 49 organisations membres de la CDC est évalué à 28,8 M\$ et l'embauche directe de 672 personnes (non calculées en équivalent temps plein).

⁷ Notons que l'utilisation de ce secteur économique, en soit, amène un biais statistique. La composition de la catégorie ISBLSM est un ensemble beaucoup plus large que le secteur communautaire et comprend notamment les organisations politiques, les organisations syndicales, les organismes religieux.

⁸ Le Nouvelles Hebdo, 24 avril 2021, « L'impact sous-estimé du milieu communautaire », en ligne, <https://www.nouvelleshebdo.com/actualite/limpact-sous-estime-du-milieu-communautaire/>

⁹ Lynda Binhas (CSMO-ESAC), 2021, *Mesure d'impact socio-économique des organismes membres de la Corporation de développement communautaire Roussillon*, en ligne, <https://cdcroussillon.org/wp-content/uploads/MIS-CDC-Roussillon-final.pdf>



6 Conclusion

En conclusion, l'étude de l'Empreinte communautaire réalisée par la CDCHL offre une vision complète et approfondie de l'impact économique et social de ses membres au sein de la MRC Antoine-Labelle. Les organismes membres de la CDCHL jouent un rôle vital dans le développement de la région, agissant comme des catalyseurs de changement et des agents de progrès.

L'étude démontre d'abord la diversité des membres de la CDCHL, avec leurs missions variées allant de la protection de l'environnement à la fourniture de services familiaux, en passant par l'emploi et l'intervention auprès des personnes vulnérables. Cette diversité souligne la richesse et la complémentarité de leurs actions au service de la communauté.

La participation active des organismes membres aux tables de concertation et aux comités de travail locaux confirme leur rôle de facilitateur de dialogue et de coordination. Ces instances deviennent des lieux privilégiés pour aborder les défis du territoire, développer des solutions concrètes et renforcer les partenariats stratégiques. Cette collaboration témoigne de leur engagement profond envers le bien-être de la communauté et de leur capacité à agir comme des acteurs de changement social.

De plus, les retombées économiques et fiscales soulignent l'importance de ces organismes pour la MRC d'Antoine-Labelle. Non seulement ils contribuent directement à la création d'emplois et à l'enrichissement de la valeur ajoutée, mais ils alimentent également les revenus fiscaux des différents niveaux de gouvernement, renforçant ainsi les ressources disponibles pour soutenir le développement de la région.

En somme, l'Empreinte communautaire réalisée pour la CDCHL met en lumière l'impact profond et multifacette des organismes membres de la CDCHL sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle. Leur rôle en matière de développement économique, social et environnemental est indéniable, luttant contre les inégalités sociales et économiques pour la région et faisant la promotion de changements positifs à travers l'engagement et la coopération.



Annexe 1 – Organismes ciblés par l'Étude Empreinte

Albatros Mont-Laurier
Association des Parents d'Enfants
Handicapés des Hautes-Laurentides
Association de Protection de
l'Environnement des Hautes-Laurentides
Aide aux Personnes Handicapées Antoine-
Labelle
Association de Fibromyalgie des Laurentides
Au Cœur de l'Arbre
Centre d'Aide Personnes Traumatisées
Crâniennes et Handicapées Physiques
Laurentides
Carrefour Jeunesse Desjardins
CentrAide ROCQ
Centre communautaire de Ferme-Neuve
Centre d'Action Bénévole Léonie Bélanger
Centre d'exposition de Mont-Laurier
Centre de la Famille des Hautes-Laurentides
Centre de pédiatrie sociale en
communauté d'Antoine-Labelle
Centre ressource jeunesse de Notre-Dame-
du-Laus
Comité du Bassin-Versant de la Rivière du
Lièvre (COBALI)
Comité de bénévolat de Sainte-Anne-du-
Lac
Comité des citoyens de Rivière-Rouge
Conférence Saint-Vincent-de-Paul
Coop Défi Autonomie
Coopérative Funéraire Brunet
Coopérative de télécommunication
d'Antoine-Labelle (CTAL)
Cultiver pour Nourrir

Diabète des Draveurs
Domaine des Prés d'Or
Espace Théâtre Muni Spec Mont-Laurier
Groupe Relève pour Personnes Aphasiques /
AVC Laurentides
Intégration Travail Laurentides
L'Action Bénévole de la Rouge
L'Écluse des Laurentides
La Griffe Alpha
La Maison Lyse Beauchamp
La Manne du jour
La Mèreveille - Centre de ressources
périnatales
La Passe-R-Elle
Maison Clothide
Mesures Alternatives des Vallées du Nord
Palliaccio
Papillon de Nomingue
Prévoyance envers les aînés
Regroupement des droits des assistés
sociaux
Regroupement Le Prisme
Ressources Olivier
Signée Femmes
Société d'Alzheimer Laurentides
Société d'Histoire et de Généalogie des
Hautes-Laurentides
Table des Aînés d'Antoine-Labelle (TAAL)
Transport Adapté et collectif Antoine-
Labelle
Troupe de Théâtre Monserrat
Zone Emploi



Annexe 2 – Questionnaire de sondage

Enquête Empreinte - CDC Hautes-Laurentides



Contexte

La Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides (CDCHL) réalise l'enquête *Empreinte* depuis 2015 afin de faire valoir les retombées économiques et sociales de ses membres sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle.

Dans le cadre de cette étude, la CDCHL souhaite documenter :

- La participation à votre organisme aux lieux de concertation;
- Les partenariats en cours avec le milieu institutionnel et municipal;
- La composition de votre équipe de travail;
- Le profil économique de votre organisme.

La Coop Interface a été mandatée pour réaliser cette enquête, pour laquelle votre participation est essentielle.

Consignes

Le sondage sera ouvert jusqu'au 21 juillet 2023. Le questionnaire requiert environ 20 minutes pour être complété.

Afin de remplir le questionnaire, nous vous demandons d'utiliser les informations reflétant la réalité de votre dernière année financière.

Aussi, lorsque vous répondrez aux questions, nous vous conseillons d'avoir en main :

- La grille des employés avec salaire et poste occupé
- Les derniers états financiers
- Le rapport annuel le plus récent de votre organisme

Le traitement de l'information est réalisé de façon complètement confidentielle. Seules les statistiques agrégées seront publiées.

Pour toute information sur la manière de remplir le questionnaire, adressez-vous à monsieur Martin St-Denis, expert-conseil : martin.stdenis@coopinterface.ca (<mailto:martin.stdenis@coopinterface.ca>).

Pour tout commentaire concernant cette enquête, vous pouvez communiquer avec monsieur Francis Mayrand, directeur général de la CDCHL : direction@cdchl.org (<mailto:direction@cdchl.org>).

Merci pour votre collaboration.

Il y a 22 questions dans ce questionnaire.

Section 1. Caractéristiques du répondant

Q1 Quel est le nom de l'organisme pour lequel vous répondez?

Veillez écrire votre réponse ici :

Q2 Quelle est la fonction de la personne répondante au sondage?

! Veillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Direction générale ou coordination
- Comptable, technicien-comptable ou commis-comptable
- Adjoint.e administratif.ve
- Intervenant.e
- Autre

Q3 Est-ce que votre organisme œuvre uniquement sur le territoire de la MRC D'Antoine-Labelle?

*

! Veillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

Q3.1 Selon votre meilleure estimation, quelle part des activités de votre organisme a lieu sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle ?

Répondre à cette question seulement si les conditions suivantes sont réunies :

La réponse était 'Non' à la question ' [G01Q03]' (Q3 Est-ce que votre organisme œuvre uniquement sur le territoire de la MRC D'Antoine-Labelle?)

Veillez écrire votre réponse ici :

Q4 Votre organisme opère-t-il un volet d'économie sociale ? [Un volet d'économie sociale est une activité commerciale destinée à générer des revenus autonomes pour financer la mission sociale, par exemple: une friperie] *

❗ Veillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

Oui

Non

Q4.1 Au cours du dernier exercice financier, avez-vous dégagé un surplus financier issu de vos activités d'économie sociale?

Répondre à cette question seulement si les conditions suivantes sont réunies :

La réponse était 'Oui' à la question ' [G01Q05]' (Q4 Votre organisme opère-t-il un volet d'économie sociale ? [Un volet d'économie sociale est une activité commerciale destinée à générer des revenus autonomes pour financer la mission sociale, par exemple: une friperie])

❗ Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

Non

Autre

Section 2. Participation aux concertations et comités

Q5 Indiquez si vous êtes membre de chacune des concertations et comités suivants. [Pour chaque concertation ou comité, cochez si vous êtes membres.]

🗳️ Cochez la ou les réponses

Veillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- CAP - comité action persévérance
- Comité errance/itinérance de la Rouge
- Comité errance/itinérance/santé mentale d'Antoine-Labelle
- Comité logement Antoine-Labelle
- Comité des Sages pour proches aidants
- Table de concertation en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle de la MRC Antoine-Labelle
- Table de concertation en petite enfance d'Antoine-Labelle
- Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle
- Table de tables d'Antoine-Labelle
- Table des aîné.es d'Antoine-Labelle
- Table en ressources humaines
- Table jeunesse 6-18
- Table ronde de la Rouge
- Autre:

Q6 Indiquez si vous êtes membre de chacun des concertations et comités suivants. [Pour chaque concertation et comité cochez si vous êtes membres.]

❶ Cochez la ou les réponses

Veillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

Regroupement alimentaire des Laurentides (Régal +)

Table de concertation des aînés des Laurentides (TCRAL)

Autre:

Q7 Plusieurs raisons peuvent expliquer l'appartenance à une concertation ou un comité. Pour chacune des raisons évoquées plus bas, veuillez indiquer celles qui motivent votre organisme à être membre des concertations et comités identifiés aux deux questions précédentes. (Veuillez indiquer au plus 3 réponses)

🗳️ Cochez la ou les réponses

🗳️ Veuillez sélectionner 3 réponses maximum

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- Répondre aux besoins de mes usagers et/ou membres
- Entretenir des relations avec nos partenaires
- Réseauter auprès d'entreprises
- Avoir accès à des services et/ou de la formation
- Connaître les enjeux du territoire
- Par solidarité avec des organisations qui nous ressemblent
- Faire connaître les positions de notre organisme sur un enjeu précis
- Mettre à profit l'expertise de nos intervenants
- Avoir accès à du financement
- Mettre en action une stratégie concertée
- Autre:

Q8 Pour chacune des activités de mobilisation, de revendication ou de concertation suivante, indiquez si votre organisme a participé à l'une d'entre-elle dans les douze (12) derniers mois.

🗳️ Cochez la ou les réponses

Veillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- Publication d'une lettre ouverte ou d'un communiqué de presse
- Signature ou diffusion d'une pétition
- Dépôt d'un mémoire dans le cadre d'une consultation publique
- Intervention en personne dans le cadre d'une consultation publique
- Intervention dans le cadre d'une réunion de conseil municipal
- Organisation ou participation à une manifestation
- Participation à au moins une journée de grève sociale
- Aucune activité de mobilisation, revendication ou concertation
- Autre:

Q9 Votre organisme est-il impliqué dans la réalisation d'une politique, d'un plan d'action ou d'une stratégie locale ou régionale ?

🗳️ Cochez la ou les réponses

Veillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- Oui, au niveau local
- Oui, au niveau régional
- Non
- Ne sait pas

Section 3. Partenariats avec le milieu

Q10 Au cours des douze (12) derniers mois, veuillez indiquer les institutions avec lesquelles vous avez signer des ententes financières parmi les suivantes.

	Subvention poncutelle	Subvention récurrente	Entente de services (gré à gré)	Aucune entente
Municipalité(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MRC D'Antoine-Labelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Centre intégré de santé et services sociaux (CISSS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Centre de services scolaire (CSS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre ministère ou organisme provincial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère ou organisme fédéral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Centraide	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fondation Lucie et André Chagnon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Subvention poncutelle	Subvention récurrente	Entente de services (gré à gré)	Aucune entente
Autre fondation philanthropique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Q11 Au cours des douze (12) derniers mois, avez-vous été invité pour votre expertise à participer à une consultation publique tenue par un organisme institutionnel ?

🗳️ Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

Q12 Votre organisme a-t-il bénéficié d'un don en services ou matériels de la part d'un partenaire institutionnel?

🗳️ Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

Q12.1 Veuillez utiliser l'espace suivant pour expliquer quelle est la nature de ce don en services ou en matériel.

Répondre à cette question seulement si les conditions suivantes sont réunies :

La réponse était 'Oui' à la question ' [G03Q23]' (Q12 Votre organisme a-t-il bénéficié d'un don en services ou matériels de la part d'un partenaire institutionnel?)

Veuillez écrire votre réponse ici :

Section 4. Équipe de travail

Q13 Quel est le genre de la personne au poste de direction ou de coordination de votre organisme?

🗳️ Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Homme
- Femme
- Autre

Q14 Quel est le dernier niveau d'étude complété de la personne au poste de direction ou de coordination de votre organisme ?

❶ Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Universitaire (Maîtrise ou plus)
- Universitaire (Baccalauréat)
- Collégial
- Études professionnelles
- Études secondaires
- Moins que des études secondaires

Q15 Quelle est l'année d'entrée en fonction de la personne au poste de direction ou de coordination de votre organisme ?

Veuillez écrire votre réponse ici :

Q16 Pour chacune des fonctions suivantes, veuillez indiquer combien de personnes sont à l'emploi, ainsi que leur régime de travail. Le total des deux premières colonnes devrait être égal au nombre total de vos employés.

	Personnes à temps plein	Personnes à temps partiel	Masse salariale (\$)
Direction/coordination générale	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Administration/comptabilité (niveau universitaire ou plus)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Communication/graphisme (niveau universitaire ou plus)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Animation/formation (niveau universitaire ou plus)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Coordination/Responsable de service (niveau universitaire ou plus)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Professionnel de services (niveau universitaire ou plus)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Administration/comptabilité (niveau collégial ou moins)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

	Personnes à temps plein	Personnes à temps partiel	Masse salariale (\$)
Communication/graphisme (niveau collégial ou moins)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Animation/formation (niveau collégial ou moins)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Chef cuisinier	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Aide de cuisine	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Coordination/Responsable de service (niveau collégial ou moins)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Intervention (niveau collégial ou moins)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Réception/soutien clérical	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Recherche et développement (universitaire ou plus)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Chauffeur	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Commis	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Entretien ménager	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Maintenance	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

	Personnes à temps plein	Personnes à temps partiel	Masse salariale (\$)
Personnel non spécialisé	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Autre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Note :

À titre de rappel, toute l'information est traitée de façon confidentielle.

Nous entendons par temps plein 32 heures ou plus par semaine, alors que le temps partiel correspond à moins de 32 heures par semaine. Ne répondez que pour les fonctions présente dans votre organisme.

La masse salariale est la somme des salaires annuels (avant avantages sociaux) pour une fonction.

Q17 Au cours du dernier exercice financier, veuillez indiquer le nombre de bénévoles et/ou d'heures de bénévolat sur lesquels votre organisme a pu compter.

🗨 Seuls les nombres sont acceptés.

Veuillez écrire votre(vos) réponse(s) ici :

Nombre de bénévoles – incluant le conseil d'administration :

Nombre d'heures de bénévolat – incluant le conseil d'administration :

Section 5. Profil économique

Q18 Au cours du dernier exercice financier, dans quelle proportion de la valeur de vos achats avez-vous fait auprès de commerçants de la MRC d'Antoine-Labelle ?

❶ Seuls des nombres peuvent être entrés dans ce champ.

Veillez écrire votre réponse ici :

Q19 Votre organisme est-il propriétaire des locaux qu'il occupe ?

❶ Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

Oui

Non

15/08/2023 – 15:40

Envoyer votre questionnaire.

Merci d'avoir complété ce questionnaire.



Annexe 3 – Résultats du sondage

Q2 Quelle est la fonction de la personne répondante au sondage?

	n	%
Direction générale ou coordination	30	78,9%
Comptable, technicien-comptable ou commis-comptable	1	2,6%
Adjoint.e administratif.ve	1	2,6%
Intervenant.e	0	0,0%
Autre	6	15,8%
Total	38	100,0%

Q3 Est-ce que votre organisme œuvre uniquement sur le territoire de la MRC D'Antoine-Labelle?

	n	%
Oui	29	76,3%
Non	9	23,7%
Total	38	100,0%

Q3.1 Selon votre meilleure estimation, quelle part des activités de votre organisme a lieu sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle ?

Moyenne	52,0%
Min	7,7%
Max	90,0%

Q4 Votre organisme opère-t-il un volet d'économie sociale ?

	n	%
Oui	13	34,2%
Non	25	65,8%
Total	38	100,0%

Q4.1 Au cours du dernier exercice financier, avez-vous dégagé un surplus financier issu de vos activités d'économie sociale?

	n	Moyenne \$	Somme \$
Oui	8	93 403 \$	747 225 \$
Non	3		
Total	11		

Q5 Indiquez si vous êtes membre de chacune des concertations et comités suivants.

Comité et concertation	n	%
Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle	11	28,9%
Comité des Sages pour proches aidants	10	26,3%
Table des aîné.es d'Antoine-Labelle	10	26,3%
Table ronde de la Rouge	8	21,1%
Comité errance/itinérance/santé mentale d'Antoine-Labelle	6	15,8%
Autre	6	15,8%
Table de concertation en petite enfance d'Antoine-Labelle	6	15,8%
Table jeunesse 6-18	6	15,8%
Comité errance/itinérance de la Rouge	4	10,5%
Comité logement Antoine-Labelle	4	10,5%
Table de tables d'Antoine-Labelle	4	10,5%
Table de concertation emploi et main-d'œuvre d'Antoine-Labelle	4	10,5%
CAP - comité action persévérance	3	7,9%
Table de concertation en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle de la MRC Antoine-Labelle	1	2,6%
Au moins une concertation ou comité	26	68,4%
3 concertations ou comités et plus	15	39,5%

Q6 Indiquez si vous êtes membre de chacun des concertations et comités suivants.

	n	%
Regroupement alimentaire des Laurentides (Régal +)	6	15,8%
Table de concertation des aînés des Laurentides (TCRAL)	5	13,2%
Autre	4	10,5%

Q7 Pour chacune des raisons évoquées plus bas, veuillez indiquer celles qui motivent votre organisme à être membre des concertations et comités identifiés aux deux questions précédentes.

Raison	n	%
Entretenir des relations avec nos partenaires	23	60,5%
Connaître les enjeux du territoire	20	52,6%
Répondre aux besoins de mes usagers et/ou membres	17	44,7%
Faire connaître les positions de notre organisme sur un enjeu précis	12	31,6%
Mettre en action une stratégie concertée	10	26,3%
Mettre à profit l'expertise de nos intervenants	6	15,8%
Avoir accès à du financement	4	10,5%
Avoir accès à des services et/ou de la formation	3	7,9%
Réseauter auprès d'entreprises	2	5,3%
Par solidarité avec des organisations qui nous ressemblent	0	0,0%
Autre :	0	0,0%

Q8 Pour chacune des activités de mobilisation, de revendication ou de concertation suivante, indiquez si votre organisme a participé à l'une d'entre-elle dans les douze (12) derniers mois.

Activité	n	%
Signature ou diffusion d'une pétition	14	36,8%
Aucune activité de mobilisation, revendication ou concertation	11	28,9%
Intervention en personne dans le cadre d'une consultation publique	8	21,1%
Publication d'une lettre ouverte ou d'un communiqué de presse	7	18,4%
Organisation ou participation à une manifestation	5	13,2%
Intervention dans le cadre d'une réunion de conseil municipal	4	10,5%
Participation à au moins une journée de grève sociale	3	7,9%
Autre :	3	7,9%
Dépôt d'un mémoire dans le cadre d'une consultation publique	2	5,3%

Q9 Votre organisme est-il impliqué dans la réalisation d'une politique, d'un plan d'action ou d'une stratégie locale ou régionale ?

	n	%
Oui, au niveau local	15	39,5%
Oui, au niveau régional	19	50,0%
Non	9	23,7%
Ne sait pas	1	2,6%

Q10 Au cours des douze (12) derniers mois, veuillez indiquer les institutions avec lesquelles vous avez signer des ententes financières parmi les suivantes.

	Subv. ponctuelle	Subv. récurrente	Entente de services	Aucun
Municipalité(s)	13	6	2	16
MRC D'Antoine-Labelle	7	2	1	29
Centre intégré de santé et services sociaux (CISSS)	6	10	5	18
Centre de services scolaire (CSS)	3	2	2	31
Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS)	7	9	2	21
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)	3	4	3	28
Autre ministère ou organisme provincial	8	6	1	22
Ministère ou organisme fédéral	11	4	0	26
Centraide	4	2	0	32
Fondation Lucie et André Chagnon	1	0	0	37
Autre fondation philanthropique	6	3	1	30

	Subv. ponctuelle	Subv. récurrente	Entente de services	Aucun
Municipalité(s)	35,1%	16,2%	5,4%	43,2%
MRC D'Antoine-Labelle	17,9%	5,1%	2,6%	74,4%
Centre intégré de santé et services sociaux (CISSS)	15,4%	25,6%	12,8%	46,2%
Centre de services scolaire (CSS)	7,9%	5,3%	5,3%	81,6%
Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS)	17,9%	23,1%	5,1%	53,8%
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)	7,9%	10,5%	7,9%	73,7%
Autre ministère ou organisme provincial	21,6%	16,2%	2,7%	59,5%
Ministère ou organisme fédéral	26,8%	9,8%	0,0%	63,4%
Centraide	10,5%	5,3%	0,0%	84,2%
Fondation Lucie et André Chagnon	2,6%	0,0%	0,0%	97,4%
Autre fondation philanthropique	15,0%	7,5%	2,5%	75,0%

Q11 Au cours des douze (12) derniers mois, avez-vous été invité pour votre expertise à participer à une consultation publique tenue par un organisme institutionnel ?

	n	%
Oui	10	26,3%
Non	23	60,5%
Sans réponse	5	13,2%
Total	38	100,0%

Q12 Votre organisme a-t-il bénéficié d'un don en services ou matériels de la part d'un partenaire institutionnel?

	n	%
Oui	14	36,8%
Non	18	47,4%
Sans réponse	6	15,8%
Total	38	100,0%

Q13 Quel est le genre de la personne au poste de direction ou de coordination de votre organisme?

	n	%
Homme	12	31,6%
Femme	24	63,2%
Sans réponse	2	5,3%
Total	38	100,0%

Q14 Quel est le dernier niveau d'étude complété de la personne au poste de direction ou de coordination de votre organisme ?

	n	%
Universitaire (Maîtrise ou plus)	3	7,9%
Universitaire (Baccalauréat)	15	39,5%
Collégial	9	23,7%
Études professionnelles	1	2,6%
Études secondaires	7	18,4%
Moins que des études secondaires	0	0,0%
Sans réponse	3	7,9%
Total	38	100,0%

Q15 Quelle est l'année d'entrée en fonction de la personne au poste de direction ou de coordination de votre organisme ?

	n	%
Depuis 2020	15	39,5%
Entre 2015 et 2019	5	13,2%
Entre 2010 et 2014	3	7,9%
Entre 2005 et 2009	5	13,2%
Entre 2000 et 2004	3	7,9%
Avant 2000	5	13,2%
Sans réponse	2	5,3%
Total	38	100,0%

Q16 Pour chacune des fonctions suivantes, veuillez indiquer combien de personnes sont à l'emploi, ainsi que leur régime de travail.

Total	Personnes à t. plein	Personnes à t. partiel	Masse salariale (\$)	n
Direction/coordination générale	19	2	1 405 621 \$	22
Administration/comptabilité (niveau universitaire ou plus)	11	1	756 192\$	5
Communication/graphisme (niveau universitaire ou plus)	2	0	127 752 \$	2
Animation/formation (niveau universitaire ou plus)	1	8	- \$	0
Coordination/Responsable de service (niveau universitaire ou plus)	4	4	187 633 \$	5
Professionnel de services (niveau universitaire ou plus)	30	7	1 406 062 \$	6
Administration/comptabilité (niveau collégial ou moins)	19	6	758 601 \$	10
Communication/graphisme (niveau collégial ou moins)	3	2	143 798 \$	4
Animation/formation (niveau collégial ou moins)	15	6	128 974 \$	3
Chef cuisinier	4	0	94 879 \$	4
Aide de cuisine	3	0	66 578 \$	2
Coordination/Responsable de service (niveau collégial ou moins)	19	7	979 161 \$	10
Intervention (niveau collégial ou moins)	33	30	880 963 \$	8
Réception/soutien cléral	5	4	132 695 \$	5
Recherche et développement (universitaire ou plus)	0	0	- \$	0
Chauffeur	6	1	127 000 \$	1
Commis	15	7	598 169 \$	8
Entretien ménager	2	4	107 405 \$	4
Maintenance	6	0	85 261 \$	2
Personnel non spécialisé	114	33	1 022 960 \$	4
Autre	5	4	113 374 \$	4

Q17 Au cours du dernier exercice financier, veuillez indiquer le nombre de bénévoles et/ou d'heures de bénévolat sur lesquels votre organisme a pu compter.

	Somme	Moyenne	Médiane	N
Nombre de bénévoles – incluant le conseil d'administration	1 143	32	13	36
Nombre d'heures de bénévolat – incluant le conseil d'administration	73 379	2 293	513	32

Q18 Au cours du dernier exercice financier, dans quelle proportion de la valeur de vos achats avez-vous fait auprès de commerçants de la MRC d'Antoine-Labelle ?

Moyenne	Médiane	N
72	80	34

Q19 Votre organisme est-il propriétaire des locaux qu'il occupe ?

	n	%
Oui	16	42,1%
Non	19	50,0%
Sans réponse	3	7,9%
Total	38	100,0%



**Annexe 4 – Organismes membres de la CDCHL bénéficiant
du PSOC 2021-2022**

- Maison Lyse-Beauchamp
- Regroupement en toxicomanie Prisme
- Centre de la famille des Hautes-Laurentides
- Naissance-Renaissance des Laurentides (Mèreveille)
- Association de la fibromyalgie des Laurentides
- Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides
- Centre d'aide aux personnes traumatisées crâniennes et handicapées physiques des Laurentides
- Groupe relève pour personnes aphasiques/AVC Laurentides
- Papillons de Nomingue
- L'Arc-en-soit
- Maison Clothilde
- Centre d'action bénévole Léonie Bélanger
- Action bénévole de la Rouge
- Prévoyance envers les aînés des Laurentides
- Centre communautaire de Ferme-Neuve
- Écluse des Laurentides
- Manne du jour
- Comité de bénévolat de Sainte-Anne-du-Lac
- La Société Alzheimer des Laurentides
- Passe-R-Elle
- Signée femmes
- Mesures alternatives des Vallées du Nord
- Carrefour jeunesse Desjardins
- Maison des jeunes Vallée de la Rouge
- Centre de ressources jeunes NDJ
- Albatros Mont-Laurier
- Palliaccio